

LAPOINTE
RÉNOVATION
ÉCONOMIES
ET SERVICES *plus*

• FENÊTRES • PORTES D'ACIER
• REVÊTEMENTS • TOITURES
ESTIMATION
GRATUITE 845-0072
30 ans d'expérience

LE SOLEIL

LOU-TEC
LOCATION D'OUTILS

QUÉBEC 871-8363
LÉVIS 835-3342
STÉ-FOY 883-3333
ST-GEORGES 228-1718

On est équipé!

MERCREDI 22 MAI 1991

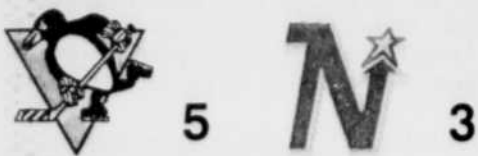
QUÉBEC, 95^e ANNÉE, NO 142
66 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 4.04
T.V.Q. 0.30

RÉGIONS PÉRI-PÉRIODIQUES 60¢ P.T.S. T.V.Q.

50¢ P.T.S. T.V.Q.

LE SPORT



La série finale de la coupe Stanley est égale 2-2

Trois buts en moins de trois minutes en début de match et l'éblouissante performance de Tom Barrasso ont permis aux Penguins de vaincre les North Stars 5-3. **S-3**

QUÉBEC

Des bandes de marginaux écumant la place d'Youville

À Québec, il faut mettre la main dans sa poche pour pouvoir simplement traverser la place d'Youville où le sport du « quêtage » est devenu un exercice violent. **B-13**

LA RÉGION

Québec reste sur la défensive dans le dossier des casinos

Pendant que Charlevoix accueille avec enthousiasme les projets pilotes de casinos du ministère du Tourisme, la ville de Québec préfère jouer la carte de la prudence. **A-6**

LES ARTS

Un Québécois reçoit le Prix France-Québec Jean-Hamelin

À Paris, le 27^e Prix France-Québec Jean-Hamelin a été décerné hier à l'écrivain québécois Jacques Poulin pour son roman « Le vieux chagrin ». **C-7**

LA CONSOMMATION

En attendant les asperges, les têtes de violon en vedette

Jusqu'à ce que la récolte des asperges du Québec soit suffisante, les consommateurs peuvent se rabattre sur les têtes de violon qui, elles, sont arrivées début mai. **C-1**

L'ÉCONOMIE

À court terme, Québec doit songer à s'industrialiser

À court terme, l'industrie manufacturière devra assurer l'emploi de la jeune population, ce qui nécessitera de sérieux changements de mentalités. **B-1**

LE QUÉBEC

Le PQ se dit prêt à siéger tout l'été s'il le faut

Le PQ n'entend pas « céder au chantage » de fin de session et invite ses députés à rester « disponibles en juillet » pour une prolongation des travaux parlementaires. **A-5**

L'INDEX

GÉNÉRAL

Annonces classées	C-8 à C-14
Arts	C-6 et C-7
Consommation	C-1 à C-4
Décès	C-15
Économie	B-1 à B-5
Éditorial	A-14
Georges Angers	B-3
Horoscope	C-14
Idées du jour	A-15
Information générale	A-3 à A-7, B-7, B-8, C-16
Le monde	A-8 à A-13
Loterie	A-2
Louis-Guy Lemieux	B-13
Où aller à Québec	C-6
Québec et l'Est	B-10 à B-14

TABLOÏD

Bandes dessinées	S-18
Ce soir à la télé	S-19
Mots croisés	S-17
Sport	S-1 à S-17

LA MÉTÉO

Généralement ensoleillé aujourd'hui. Maximum: de 18 à 20; minimum: 8. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. **S-20**

Une bombe cachée dans un panier de fleurs Rajiv Gandhi assassiné



Rajiv Gandhi

NEW DELHI (AFP, AP, Reuter) — L'ancien premier ministre Rajiv Gandhi, 47 ans, qui a gouverné l'Inde pendant cinq ans après l'assassinat, en octobre 1984, de sa mère Indira, a été tué hier dans le sud du pays par une bombe cachée dans un panier de fleurs alors que son parti est le favori des élections législatives en cours depuis lundi en Inde.

La nouvelle a horrifié le monde, incité le gouvernement de M. Chandra Shekhar à décréter un deuil national d'une semaine et à annuler toutes les manifestations officielles.

Le gouvernement a également lancé une alerte de sécurité maximum dans l'ensemble

du pays secoué depuis plusieurs jours par la violence qui a fait au moins 200 morts. Cinq heures environ après l'explosion, personne n'avait encore revendiqué l'attentat.

L'agence indienne UNI rapportait d'ailleurs ce matin (heure locale) que les deux dernières phases des élections

législatives en Inde avaient été reportées au mois prochain à la suite de l'assassinat de l'ancien premier ministre.

Les deux journées de scrutin, prévues demain et dimanche dans 60 % des 537 circonscriptions du pays, auront lieu les 12 et 15 juin, a précisé l'agence, qui cite le président de la commission électorale, T.N. Seshan.

M. Gandhi a été tué sur le coup à 22 h 10 locales dans la ville de Sriperumpudur, à une cinquantaine de kilomètres de

Suite A-2, Gandhi...

Autres textes en page A-9



Photographie: AP / LE BOULE.

Le feu continue de ravager les Grands-Jardins



L'incendie qui dévaste depuis dimanche après-midi une partie du parc de conservation des Grands-Jardins, dans Charlevoix, demeure hors de maîtrise du côté sud-ouest. Plus de 250 hectares de boisé, en partie ravagé par la tordeuse, ont déjà brûlé.

Texte en page B-14

CTCUQ: plan de relance de 3 ans

Profonde rationalisation des services, mise en place d'autobus rapides sur des voies réservées dès septembre et réduction d'une partie du personnel cadre et administratif: telles sont les principales mesures que la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec (CTCUQ) entend prendre pour relancer le transport en commun dans la région de Québec, au cours des trois prochaines années.

par THIÉRIO DIALLO
LE SOLEIL

Selon le plan d'action dévoilé hier par le président de l'organisme inter-municipal, M. Claude Larose (photo), ces mesures permettront de redonner aux autobus de la CTCUQ la rapidité, la fiabilité et l'efficacité qui leur font défaut depuis une dizaine d'années et qui sont à l'origine de la chute de leur popularité.

Le pont fort du plan est sans contredit la mise sur pied d'un circuit central baptisé « métrobus » et comportant des arrêts limités, ne comportant qu'entre 5 et 8 minutes d'attente à n'importe quelle heure de la journée dans l'axe Québec-Sainte-Foy, et entre 10 et 15 minutes dans les axes Charlesbourg-Québec et Beauport-Québec.

« Il s'agit de l'épine dorsale de notre réseau », a affirmé M. Larose au cours d'une conférence.

Suite A-2, CTCUQ...

Autre texte en page B-14

10 ans et 100 millions \$ d'améliorations n'ont rien changé La Chaudière toujours aussi sale

SAINT-GEORGES — Après 10 ans d'améliorations et 100 millions \$ en investissements et en subventions, l'eau de la Chaudière est toujours polluée.

par GUY DUBÉ
LE SOLEIL

Il n'est pas question de s'y baigner ou de la boire sans traitement, de Saint-Georges à Char-

levoix. Et pour quelques industries, certaines municipalités et plusieurs agriculteurs, cette rivière continue d'être la poubelle de la Beauce.

C'est ce qui ressort d'un vo-

lumineux rapport de 200 pages, rendu public hier par le ministère de l'Environnement du Québec. Le document, rédigé par le biologiste Marc Simonneau, est le fruit de 25 000 analyses effectuées entre 1976 et 1988 à 21 points différents entre le lac Mégantic et le fleuve Saint-Laurent.

L'auteur a cependant noté une certaine amélioration de la qualité de l'eau dans le secteur sud de la Chaudière, alors que « la détérioration ne s'est pas accentuée » de Saint-Georges à Charny. C'est le programme d'assainissement des eaux des municipalités qui, en partie, a aidé à mettre un frein à la détérioration de ce cours d'eau. La plupart des industries beauceronnes ont elles aussi mis la main à la pâte.

Suite A-2, Chaudière...



Ce n'est pas demain que l'eau de la Chaudière sera propre à la baignade. Quant au poisson qu'on y attrape, mieux vaut se montrer prudent avant de le manger.

Grève boudée dans 50% des hôpitaux

MONTREAL (PC et LE SOLEIL) — Le mot d'ordre de débrayage lancé par les quatre fédérations de médecins du Québec pour contrer le projet de réforme de la santé du ministre Marc-Yvan Côté a été boudé hier dans près de la moitié des 200 centres hospitaliers, surtout ceux situés en régions éloignées, selon un bilan sommaire de l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ).

Dans l'autre centaine d'établissements, les activités médicales ont été perturbées à des degrés très divers, a indiqué hier le porte-parole de l'AHQ, Charles Meunier.

Plutôt que de vaquer à leurs occupations professionnelles, plus de 5000 om-

nipraticiens, spécialistes, résidents et étudiants en médecine ont choisi de participer au rassemblement organisé par leur fédération respective, au Palais des congrès de Montréal, dans le

Suite A-2, Médecins...

Autre texte en page A-5

Suites de la première page

CTCUQ...

ence de presse qui était retransmise en direct par la télévision communautaire, le canal 9. Il estime qu'avec ce parcours et l'implantation ultérieure de voies réservées régionales, l'usager de l'autobus pourra « sauver » de 30 à 75 % de son temps de déplacement, même s'il doit marcher 5 minutes de plus pour se rendre à l'arrêt le plus proche. L'économie escomptée est de 800 000 \$ par an.

Selon ce plan, fruit de presque un an de consultations et d'audiences publiques, le réseau d'autobus express sera doublé et des parcs d'incitation (dont un serait situé à l'entrée des ponts) seront mis en place pour aller chercher au moins 6000 clients chez les automobilistes en 1993.

Afin d'améliorer la qualité de son service, la CTCUQ envisage aussi de se doter d'un système automatisé d'information permettant à l'usager de savoir l'heure précise de passage de l'autobus à l'arrêt désiré, de porter de 544 à 1000 le nombre d'abribus et d'acquies quatre minibus et deux autobus articulés à des fins d'évaluation.

Cependant, le nombre total de parcours chutera de 52 à 36, certains étant fusionnés et d'autres abandonnés.

Réduction d'effectifs

M. Larose espère pouvoir ainsi donner « une nouvelle impulsion » au transport en commun qui, dans la région de Québec, a connu une chute d'affluence d'environ 10 % au cours des cinq dernières années et porter le niveau de fréquentation de 38 millions de déplacements, qu'il est actuellement, à 41 millions en 1994.

Pour y parvenir sans augmentation de coûts, la CTCUQ va procéder à une vingtaine de mises à pied, surtout chez les 52 cadres et 90 membres du personnel administratif, tous des employés non directement reliés à la fourniture des services de transport.

Elle n'annonce par contre aucune compression chez les chauffeurs et les employés de garage. La direction entend toutefois y décloisonner les fonctions, accroître la mobilité, introduire des normes de productivité dans les nouvelles conventions collectives et modifier l'horaire et la semaine de travail « pour mieux répondre aux préoccupations de la clientèle ».

Les employés de l'organisme intermunicipal devront enfin s'absenter moins souvent, puisque la direction va tenter de couper de 20 % le taux moyen actuel d'absentéisme, qui est de 12 % mais dont 5 % sont dus à des accidents de travail. De cette rationalisation interne, la

CTCUQ compte tirer annuellement une économie de 1,5 million \$ qui sera essentiellement consacrée à la mise en place des voies réservées.

Aucun des dirigeants syndicaux n'était disponible hier pour commenter le plan d'action de leur employeur. Quant au simple citoyen, il pourra faire valoir son idée sur ce sujet les 28 et 30 mai à 19 h 30, lors des soirées d'information et de consultation qui auront lieu respectivement à la Bibliothèque Gabrielle-Roy, à Québec, et l'Auberge des Gouverneurs, à Sainte-Foy.

Chaudière...

En fait, la seule industrie qui n'a pas suivi et qui accuse un retard est l'agriculture : les rejets de phosphore et d'azote sont encore très importants de Notre-Dame-des-Pins à Charny.

Plusieurs fermes d'élevage ne respectent pas les normes et la réglementation environnementale avec l'entreposage des fumiers. Le programme d'aide à la gestion du fumier, mis sur pied en 1988, devrait améliorer la situation de façon notable. L'investissement gouvernemental prévu pour ce programme est d'environ 50 millions \$.

Un autre facteur positif devrait également donner une meilleure odeur et un meilleur goût à cette eau : d'ici deux ans, toutes les usines de traitement des eaux usées des municipalités devraient être en opération. Du lac Mégantic à Scott, c'est près de 90 % de la population qui est déjà desservie par ces stations municipales d'épuration. Alors que dans le secteur de Charny-Bernières-Saint-Rédempteur, c'est seulement 28 % des eaux usées de la population qui sont traitées avant d'être rejetées.

Quant à savoir si les poissons peuvent présenter un certain danger, il est fortement recommandé de consulter un guide publié par le ministère de l'Environnement, il y a cinq ans, avant de les consommer.

Médecins...

but de démontrer leur opposition au projet de loi 120.

Les cabinets privés rejoints par LE SOLEIL, à Charlesbourg, à Sainte-Foy, à Québec, étaient ouverts comme d'habitude. Selon le Dr Michel Lafrenière, de l'Association des médecins omnipraticiens de Québec, beaucoup d'omnipraticiens qui partagent leur temps entre les

hôpitaux et leur clinique privée ont fermé boutique.

Cependant, tous les hôpitaux de la région ont fonctionné avec des effectifs médicaux réduits, hier.

À l'hôpital du Saint-Sacrement, par exemple, au lieu de la centaine de médecins qu'on retrouve habituellement dans l'hôpital, on en comptait une trentaine, hier. On comptait un médecin de garde pour chaque spécialité et un autobus a été nolisé pour conduire les autres à Montréal, dit Mme Elise Létourneau. Une seule salle d'opération était ouverte, pour les urgences.

À l'hôpital de l'Enfant-Jésus, par contre, les neuf salles d'opération ont fonctionné comme d'habitude, assure Mme Pauline Lachance. Mais dans les salles d'attente de la clinique externe, on ne se pilait pas sur les pieds et on trouvait facilement une place dans le terrain de stationnement.

À l'hôpital du Christ-Roi, au CHUL, à Saint-François, toujours le même commentaire : on fonctionne « comme le dimanche », avec 20 % des effectifs médicaux habituels. Les infirmières ne se tournaient pas les pouces pour autant. Même si les médecins n'y sont pas, les malades, eux, restent.

À l'Hôtel-Dieu de Lévis, 75 % des médecins étaient absents, a rapporté le porte-parole de l'endroit, André Lavoie, selon lequel l'hôpital connaissait le même taux d'activité qu'un dimanche.

Au centre hospitalier de Rimouski, la centaine de médecins étaient au poste, de dire le directeur des services professionnels, Jacques Levasseur.

Dans plusieurs hôpitaux, on a appelé les patients vendredi, pour annuler les rendez-vous en clinique externe, prévus pour hier.

Globalement, les fédérations des médecins, spécialistes, résidents et étudiants en médecine estiment que la réforme proposée par le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, cherche avant tout à ralentir la consommation et la distribution des soins de santé.

Au terme du rassemblement d'hier, les médecins jonglaient avec l'idée de facturer les patients pour les services reçus afin que ceux-ci se tournent ensuite vers le gouvernement pour obtenir le remboursement, ce qui ne manquerait pas d'engorger la machine gouvernementale.

D'autres journées de débrayage sont également envisagées.

Gandhi...

Madras, capitale de l'État du Tamil Nadu. Il venait de sortir de sa voiture et se dirigeait vers un podium pour prendre la parole dans un meeting électoral. Juste avant, il avait couvert de fleurs une statue de sa mère Indira Gandhi, assassinée le 31 octobre 1984 par des extrémistes sikhs.

« J'étais derrière lui (M. Gandhi) au moment de l'explosion, a raconté un journaliste. Ça a été la confusion partout, les gens ont commencé à courir dans tous les sens... personne ne semblait comprendre ce qui se passait. Puis quelqu'un a crié en tamoul (la langue locale) 'ils ont tué Rajiv Gandhi, ils ont tué Rajiv Gandhi' ».

Décapité

M. Gandhi, ont rapporté d'autres témoins, a été décapité par la force de l'explosion. Selon la journaliste, de nombreuses autres personnes, peut-être une vingtaine, ont également été tuées.

Quelque 10 000 supporters de son parti du Congrès étaient rassemblés pour écouter M. Gandhi, lançant des fleurs et des écharpes de soie vers l'ancien premier ministre qui terminait sa campagne électorale au Tamil Nadu, un État du Sud de l'Inde où les élections devaient avoir lieu dimanche, dernier jour du scrutin.

« Une alerte rouge a été décrétée dans tout le pays et les premiers secrétaires (préfets) des 25 États ont été priés de prendre toutes les mesures nécessaires », a dit le porte-parole du gouvernement. Plus d'un million de membres des forces paramilitaires de sécurité ont été placés en état d'alerte.

Le corps de M. Gandhi sera ramené à New Delhi pour les funérailles, a dit M. Rao.

Le cabinet de M. Chandra Shekhar, premier ministre en exercice, s'est réuni d'urgence dans la capitale, a indiqué un porte-parole devant le domicile de M. Gandhi.

Selon les sondages, le Congrès devait remporter le plus grand nombre de sièges et M. Gandhi, qui avait perdu le pouvoir lors des élections de novembre 1989, semblait proche de reprendre la tête du gouvernement, éventuellement avec le soutien d'autres formations.

Choquant

Tous les principaux partis, de la gauche à la droite, ont immédiatement condamné l'attentat et fait part de leur émotion. Un dirigeant du Parti communiste indien, M. Muqumuddin Farooqi, a qualifié le meurtre de « choquant » et déclaré que « la montée de la violence dans notre vie politique est un grave danger pour notre démocratie parlementaire ».

Il a ajouté qu'il soupçonnait les Tigres pour la libération de l'Eelam tamoul (LTTE), qui militent dans le nord et l'est du Sri Lanka pour l'indépendance d'une nation tamoule dans l'île, d'être responsables. Le Tamil Nadu est séparé du Sri Lanka par un mince détroit, et l'État est connu pour être utilisé comme un sanctuaire par les Tigres.

M. Gandhi avait signé en 1987 avec le gouvernement de Colombo un accord qui avait conduit au déploiement au Sri Lanka de plus de 100 000 soldats indiens luttant aux côtés de l'armée locale contre la rébellion tamoule, jusqu'à leur retrait l'an dernier.

Le porte-parole du Bharatiya Janata, BJP, un parti prônant la renaissance de la religion hindoue, M. J.P. Mathur, s'est déclaré « horrifié » et a lui aussi pointé le doigt vers le LTTE. « Je suis certain que les responsables ne sont pas dans le pays. Je suis sûr que c'est le LTTE », a déclaré à l'AFP un autre dirigeant du BJP.

À Londres, un porte-parole du LTTE a affirmé mardi soir que son mouvement n'avait « absolument rien à voir » avec l'assassinat de l'ancien premier ministre indien Rajiv Gandhi.

Pour des crayons de couleur Des jeunes de 3 à 8 ans cambriolent une école

LONDRES (AFP) — Un gang de quatre cambrioleurs âgés de 3 à 8 ans a dévasté une école pour s'emparer de crayons de couleur et de stylos, a révélé hier la police d'Alnwyck, en Écosse.

Les cambrioleurs en herbe ont été arrêtés la main dans le sac par le gardien de leur école primaire. Ils avaient eu le temps de renverser du sable dans les classes, de casser des vitres et des portes et de mettre en pièce

les travaux réalisés par les 80 élèves de l'école.

« Les enfants ont été grondés devant leurs parents, mais c'est tout ce que nous pouvons faire, parce qu'ils n'ont pas l'âge de la responsabilité criminelle », a déclaré un porte-parole de la police.

LE 31 POUR HOMME



ACHAT SPÉCIAL

LES BLOUSONS D'ÉQUIPE 129.95

des blousons amples, souples, en rayonne et ramie couleur de grès avec bordures en tricot contrastant. p.m.g. sur un jean délavé marithé et français girbaud 49.95



ACHAT SPÉCIAL

LE TEE-SHIRT LACOSTE 34.95

à prix exceptionnel, celui qu'on aime pour le confort de sa maille piquée, sa forme ample à col polo et pour le petit alligator brodé, offert dans une palette de 10 coloris mode. p.m.g.tg. rég. 47.50



VALEUR EXCEPTIONNELLE

LES BOXEURS SOIE DÉLAVÉE 29.95

confort, allure, la soie délavée pour une collection de boxeurs aux imprimés pop ou pois et paisley. m.g.tg. rég. 50.00

la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

LA QUOTIDIENNE

tirage du 21 mai 1991

2-8-5

1-2-3-0

Des Tamouls accusent les Tigres

COLOMBO (AFP) — Le Front révolutionnaire de libération du peuple Eelam (EPRLF) a accusé un parti tamoul rival, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), d'avoir assassiné Rajiv Gandhi pour « déstabiliser toute l'Asie du sud », a indiqué son porte-parole, M. Abbo Yusuf.

Selon M. Yusuf, le retour au pouvoir de Rajiv Gandhi aurait entraîné l'application de l'accord de paix de 1987 passé avec le Sri-Lanka demandant aux rebelles de rendre les armes. Or, le LTTE avait dénoncé cet accord pour poursuivre sa lutte armée en faveur de l'indépendance d'un Etat tamoul.

Un autre parti tamoul, le Parti démocratique du peuple Eelam (EPDP) n'a pas exclu que les Tigres du LTTE soient responsables de l'assassinat de M. Gandhi. « Je suis certain que le LTTE n'a absolument rien à voir avec cela », a déclaré à Londres M. Anton Rajah, porte-parole du LTTE.

Par ailleurs, les indépendantistes sikhs à Londres estiment que l'assassinat de M. Gandhi était « historiquement inévitable », car « il avait violé le temple sacré » des Sikhs à Amritsar. « Je ne crois pas au pouvoir des balles », a affirmé M. Jagjit Singh Chohan, président du Khalistan (république indépendante de la nation sikh) en indiquant qu'il ignorait qui était responsable de l'attentat. « Mais je crois que les prières ont une force et la mort de M. Gandhi est une réponse à nos prières. »



À New Delhi, une foule en colère a voulu s'attaquer à une voiture présidentielle qui circulait devant la résidence des Gandhi.

Rendez-vous avec la mort

SRIPERUMPUDUR, Inde (NYTNS) — Accompagnant Rajiv Gandhi dans sa voiture, Barbara Crossette, journaliste au « New York Times », a vécu en direct hier les derniers moments de la vie de l'ancien premier ministre de l'Inde. Voici le compte rendu qu'elle en a fait.

En route vers le ralliement politique qui devait avoir lieu à environ 40 kilomètres de Madras, Rajiv Gandhi voyageait sur le siège avant, la fenêtre ouverte. Une lampe fluorescente spécialement installée sur le tableau de bord de la voiture indienne Ambassador, illuminait doucement son visage pour que les gens puissent le voir de l'extérieur.

La population lui lançait des fleurs, les visages éblouis de bonheur. Il relançait les guirlandes à d'autres spectateurs, puis des foulards et des châles offerts aux arrêts que le convoi effectuait le long de la route. A

un certain moment, il s'est arrêté pour saluer une femme timide que la foule bousculait. Il a placé un foulard autour de son cou en lui adressant la parole. Elle s'est couverte le visage avec ses mains puis a pressé le tissu contre elle.

Alors que sa caravane arrivait dans la petite ville, Gandhi a demandé au candidat local à qui il venait prêter main-forte: « De quoi devrais-je leur parler? » « Parlez du développement du village », a répondu Maradadam Chandrashekkar, alors que les deux hommes sortaient de la voiture blindée dans la tiède nuit tropicale.

Une ou deux minutes plus tard, Rajiv Gandhi était mort, mis en pièces par une explosion.

Où a-t-on transporté le corps, ont demandé les journalistes à la police. « Il ne reste plus rien », a répondu quelqu'un, alors que les curieux commençaient à gémir. Les lumières multicolores des rassemblements politiques du sud de l'Inde brillaient, grotesques, tout autour du champ de la mort. Des corps étaient éparpillés dans un cercle de 20 pieds de large.

Seulement cinq minutes avant d'arriver, Gandhi conversait avec moi et Neena Gopal du Gulf News, de Dubai. Nous étions sur le siège arrière de sa voiture... La voiture s'était arrêtée à environ 23 mètres de la plate-forme érigée dans un pré pour l'occasion.

Alors que Mme Gopal et moi nous étions arrêtés pour parler à Suman Dubey, le conseiller de presse de Gandhi pour la campagne, ce dernier a continué devant nous vers les marches de l'estrade.

Puis nous l'avons suivi. A ce moment, il y eut un crépitement comme des pétards, puis un grand boum, une explosion et un nuage de fumée qui a fait fuir tout le monde autour. Tout était fini en quelques secondes. La foule s'est figée quelques secondes puis ce fut la débâcle.

Le chauffeur de Gandhi nous a poussés, Mme Gopal et un autre journaliste dans la voiture et a démarré rapidement en direction de Madras... En route, nous nous sommes arrêtés au Tanarai Institute of Medical Sciences, où les restes de Ghan-

di et les blessés avaient été transportés. Tout le long de la route, il était clair que personne n'avait encore entendu parler de l'assassinat. Il aura fallu aux agences de nouvelles près d'une heure avant de commencer à dire au peuple de l'Inde que Gandhi était mort.

Le monde consterné

(D'après PC, Reuter, AFP) — De l'Amérique du Nord aux pays européens en passant par le Pakistan, les réactions de consternation ont été immédiates et nombreuses à la suite de l'assassinat, hier, de l'ancien premier ministre indien Rajiv Gandhi.

Le premier ministre Brian Mulroney a exprimé « sa tristesse personnelle » dans un message expédié à l'épouse de M. Gandhi. Brian et Mila Mulroney ont appris la nouvelle lors de l'envolée les conduisant de Vancouver à Hong Kong. « Rajiv était un des plus importants leaders mondiaux que j'ai eu le privilège de connaître. »

A Washington, la Chambre des représentants a observé hier après-midi une minute de silence. « C'est une véritable tragédie, a déclaré le président George Bush. « Je ne sais pas où va le monde mais c'est très triste que cet homme jeune perde la vie comme cela... »

A New York, le secrétaire général des Nations unies Javier Perez de Cuellar s'est dit profondément choqué et attristé. A Paris, le premier ministre Edith Cresson a qualifié « d'horrible » l'assassinat de M. Gandhi.

La Grande-Bretagne, l'ancienne puissance coloniale, a également rendu un vibrant hommage à M. Gandhi. Le premier ministre John Major a dit sa conviction que « l'Inde, qui est une grande démocratie, surmontera cette tragédie ».

« Terrible tragédie » s'est aussi exclamé, dès hier soir, M. Shaharyar Mohammed Khan, le secrétaire aux Affaires étrangères du Pakistan, un Etat avec lequel l'Inde entretient des relations très tendues depuis 1947, date de l'indépendance des deux pays, nés à la suite d'une partition de ce qui était alors la plus importante colonie britannique.

11 chefs d'État tués en 10 ans

PARIS (AFP) — L'assassinat de l'ancien premier ministre indien Rajiv Gandhi vient s'ajouter à une longue liste de chefs d'État ou de gouvernements assassinés au cours des 10 dernières années :

- 29 mai 1981 : le président du Bangladesh, Zia-Ur Rahman, est tué dans un coup d'État.
- 30 août 1981 : le président iranien, Ali Radjaï, meurt dans un attentat.
- 6 octobre 1981 : le président égyptien Anouar el-Sadate est tué pendant un défilé militaire au Caire.
- 14 septembre 1982 : assassinat à Beyrouth de Béchir Gemayel, élu président de la République libanaise, quelques semaines plus tôt.
- 31 octobre 1984 : Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde, est tuée par deux membres sikhs de sa garde à New Delhi.
- 28 février-1er mars 1986 : assassinat en pleine nuit à Stockholm du premier ministre suédois Olof Palme.
- 1er juin 1987 : le premier ministre libanais Rachid Karamé est tué par l'explosion d'une charge dans l'hélicoptère qui le ramenait de Tripoli à Beyrouth.
- 16 octobre 1987 : assassinat à Ouagadougou de Thomas Sankara, chef de l'État du Burkina Faso, au cours d'un coup d'État.
- 22 novembre 1989 : le président libanais René Moawad est tué dans un attentat à l'explosif.
- 26 novembre 1989 : assassinat par des soldats rebelles du président des Comores, Ahmed Abdallah.
- 10 septembre 1990 : exécution par des rebelles du chef d'État du Liberia, Samuel Doe.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'assassinat de quatre chefs d'État ou de gouvernement a particulièrement marqué les mémoires. Le 30 janvier 1948, le mahatma Gandhi, père de l'indépendance indienne, est tué par un fanatique à New Delhi. Le 17 janvier 1961, le chef du gouvernement zairois Patrice Lumumba est assassiné au Katanga. Le 22 novembre 1963, John F. Kennedy, 35e président des États-Unis, est tué par balles à Dallas, au Texas. Et le 11 septembre 1973, Salvador Allende, président de la République du Chili, est assassiné au palais présidentiel lors d'un coup d'État.



Sonia, l'épouse de Rajiv Gandhi, a été consolée par sa fille Priyanka en arrivant à New Delhi. Mme Gandhi était en Italie, près de Turin, au moment de l'assassinat.

Deux drames sanglants ont propulsé Rajiv Gandhi dans l'arène politique

PARIS (AFP) — Rajiv Gandhi a été propulsé d'un emploi de pilote de ligne vers le monde trouble de la politique indienne. Premier ministre de l'Inde avec un mandat d'une ampleur sans précédent, il a dirigé le pays pendant plus de cinq ans, d'octobre 1984 à novembre 1989.

Deux drames sanglants sont à l'origine de sa carrière politique. C'est son frère cadet, Sanjay, que sa mère, Indira, destina à une carrière politique. Mais Sanjay se tue en faisant des acrobaties aux commandes de son avion à New Delhi en juin 1980 et Indira Gandhi est assassinée par des militants sikhs le 31 octobre 1984.

Au lendemain de la mort de Sanjay, Indira Gandhi, alors premier ministre de l'Inde, décide de pousser son fils aîné à sa place. Il cède et fait son entrée au gouvernement en 1981. Élu dans la circonscription d'Amethi (nord-est), que Sanjay représentait, il devient un des secrétaires généraux du Parti du Congrès (I) au pouvoir.

Sa première grande mission est de superviser le déroulement des 9e Jeux asiatiques dans la capitale en 1982. Elle renforce sa réputation de travailleur détestant l'inefficacité de l'énorme bureaucratie indienne. Mais il est encore loin d'un fauteuil de premier ministre lorsque sa mère est assassinée par deux de ses gardes du corps sikhs devant sa maison.

« Monsieur Propre »

Élu à la tête du Congrès (I),

porté par une extraordinaire vague de sympathie, il conduit le parti à une victoire sans précédent avec plus de 400 sièges lors des élections en décembre 1984. Rajiv Gandhi est alors considéré comme l'homme qui va nettoyer le monde corrompu de la politique indienne, améliorer les relations de l'Inde avec ses voisins et piloter le pays vers le 21e siècle.

Il tient parole. Mais, en même temps que les ordinateurs font leur entrée dans une Inde encore moyennâgeuse et que les Indiens le surnomment « M. Propre », les erreurs commencent. L'aversion de Rajiv Gandhi pour le monde traditionnel de la politique le conduit à écarter des personnalités respectées du Congrès et à les remplacer par des proches vite perçus comme des novices sans attaches avec l'Inde profonde.

Rajiv Gandhi perd les élections dans deux importants États en 1986. Puis 1987 est un désastre avec la pire sécheresse du siècle et l'explosion du scandale Bofors dans lequel son entourage est accusé d'avoir reçu d'énormes pots-de-vin lors d'un contrat avec la firme suédoise d'armement. La même année, le Congrès perd les élections dans trois autres États, d'où l'appari-

tion de dissensions internes.

C'est finalement l'affaire Bofors, sans cesse alimentée par la presse, qui efface son image d'intégrité et fait chuter sa popularité. Rajiv Gandhi ne cesse de démentir que lui-même et sa famille aient reçu de l'argent de Bofors. Mais il ne cesse pas non plus de se contredire au fur et à mesure que l'affaire prend de l'ampleur.

Le 29 novembre 1989, après l'échec électoral de son parti aux élections législatives, il passe dans l'opposition et est réélu à la tête du Parti du Congrès (I). En novembre 1990, bien que chef du plus important parti du Parlement, il refuse de former un gouvernement, ouvrant ainsi la voie à un cabinet dirigé par M. Chandra Shekhar. Critiquant la politique de M. Shekhar, il lui retire son soutien jusqu'à la démission de celui-ci en mars 1991.

Né à Bombay le 20 août 1944, Rajiv passe son enfance à New Delhi, à la résidence de son grand-père, le premier ministre Jawaharlal Nehru, où sa mère jouait le rôle de première dame. Il fait des études au Trinity College de Cambridge, où il rencontre sa femme, une Italienne, Sonia, dont il a deux enfants, puis à l'Imperial College de Londres où il fait des études d'ingénieur pour finalement obtenir à New Delhi une licence qui lui permet de devenir pilote de ligne de la compagnie nationale Indian Airlines.

Les mercredis, jeudis et vendredis de 17 h à 23 h

HOMARD À VOLONTÉ

À volonté **23⁹⁵ \$**

RÉSERVATIONS: 651-5000

COUSIN
RESTAURANT
2780, BOUL. LAURIER

LA POLITIQUE

Mulroney sera absent du pays pendant 4 mois

Deux tours du monde, quatre sommets internationaux, huit visites bilatérales : Brian Mulroney passera un temps inhabituel aux affaires internationales en 1991, pendant que son lieutenant, Joe Clark, tentera de refaire l'unité du pays.

par MICHEL VASTEL
LE SOLEIL

Le chef du gouvernement canadien est arrivé cette nuit à Hong Kong, première étape d'une série de six voyages à l'étranger qui l'emmèneront sur trois continents (Asie, Europe et Afrique) et le tiendront loin de la capitale fédérale pendant quatre des six prochains mois. On ne verra guère M. Mulroney qu'en août et septembre, alors qu'il présidera le congrès national de son parti, et qu'il commentera le dépôt d'un Livre blanc sur l'avenir politique et constitutionnel du pays.

Pendant les dix prochains jours, le chef du gouvernement sera à Hong Kong et au Japon, surtout pour défendre les intérêts commerciaux du pays, bien qu'on discutait encore hier soir à Ottawa de la possibilité pour lui d'assister aux funérailles de l'ancien premier ministre de l'Inde, Rajiv Gandhi, avec qui il avait créé des liens personnels au cours de plusieurs sommets du Commonwealth. De retour à la Chambre des communes le 3 juin, le chef du gouvernement n'y restera pas longtemps :

— le 8 juin, il repart pour Londres et une réunion du groupe restreint des huit chefs d'État et

de gouvernement du Commonwealth chargés de réexaminer la question des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Le 13, le chef du gouvernement se rend en visite officielle en Allemagne, sa première visite depuis la réunification ;

— le premier ministre sera de retour au Canada tout juste à temps pour célébrer la Saint-Jean-Baptiste dans son comté de Charlevoix, et la fête du Canada à Ottawa. Il repart en effet dans la deuxième semaine de juillet pour une visite officielle en Irlande puis la tenue du sommet des sept pays les plus industrialisés, à Londres encore. Ce sommet revêt une importance particulière puisqu'il pourrait, pour la première fois, accueillir le chef du Comecon, le président Mikhaïl Gorbatchev ;

— au mois d'août, sans doute peu de temps après le congrès national du parti conservateur, du 7 au 10 août à Toronto, il doit rendre sa visite traditionnelle au chef de la Maison-Blanche, le président George Bush ; et aussitôt après le dépôt des offres constitutionnelles du gouvernement fédéral et le lancement des travaux d'un comité mixte des Communes et du Sénat sur l'avenir du Canada, Mulroney repart pour une importante tournée en Afrique : après le sommet du



En route vers Hong Kong, Brian Mulroney s'est arrêté dans le quartier chinois de Vancouver où il a participé à une vieille cérémonie visant à redonner vie au dragon.

Commonwealth à Harare (Zimbabwe) en effet, le chef du gouvernement envisage une visite en Afrique du Sud, pour y annoncer éventuellement la levée des sanctions économiques. En route pour l'Afrique, il est également question que M. Mulroney effectue une visite officielle en Turquie ;

— enfin le chef du gouvernement ne sera de retour que trois semaines au Canada puisqu'il repartira à Paris, à la mi-novembre, pour la tenue du sommet des pays ayant en commun l'usage de la langue française. Quelques jours plus tard, devrait se tenir, à Bruxelles, le premier sommet de l'OTAN depuis la fin de la guerre du Golfe. Plutôt que de revenir à Ottawa entre les deux événements, le premier ministre songe à une visite officielle en France et aux Pays Bas.

On n'avait pas vu, depuis le « pèlerinage de la Paix » de Pierre Trudeau en 1983, une telle activité internationale du chef du gouvernement canadien,

comme si le premier ministre voulait se tenir loin d'une opinion publique particulièrement négative à son endroit. Mais un certain nombre de ces voyages étaient prévus de longue date et avaient été retardés par la guerre du Golfe qui retenait tous les chefs d'État chez eux. De plus, on souligne dans l'entourage de M. Mulroney qu'il faudra s'habituer à la tenue simultanée, la même année, des sommets du Commonwealth et de la Francophonie.

Ces voyages tombent bien malgré tout puisqu'ils permettront au chef du gouvernement fédéral de souligner le rayonnement du Canada sur la scène internationale, rayonnement qui serait remis en cause avec une redéfinition du statut du Québec au sein de la confédération. On admet en effet à Ottawa que le Canada perdrait son siège au sommet des pays industrialisés, et au Groupe des Sept du Fonds monétaire international, si son économie devait être amputée de l'apport du Québec.

Le PQ réclame la démission de Taylor

L'opposition péquiste réclame la démission du professeur Charles Taylor, récemment nommé au Conseil de la langue française (CLF), selon lequel les lois 101 et 178 sur l'affichage commercial relève de la névrose et de l'hystérie. Le PQ est beaucoup plus tolérant à l'endroit de Lucien Bouchard, qui prône lui aussi une plus grande générosité à l'endroit des anglophones.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

« Il serait beaucoup mieux que M. Taylor, après son excès de langage, se retire des affaires. Imaginez qu'un francophone dise quelque chose des anglophones dans des termes pareils. Vous voyez toutes ces bonnes âmes qui se voieraient la face? », a lancé Jacques Parizeau.

À l'Assemblée nationale, le ministre responsable de la Charte de la langue française, Claude Ryan, s'est porté à la défense de M. Taylor, bien qu'il ne partage pas son appréciation de la législation sur l'affichage.

« J'aime beaucoup avoir pour me conseiller des personnes qui ne pensent pas comme moi, parfois. Et c'est pour ça qu'on nomme des personnes dans ces organismes consultatifs du gouvernement, pas pour réciter l'orthodoxie du PQ, ni même celle du Parti libéral », a déclaré M. Ryan, dénonçant « le début d'intolérance » manifesté par les péquistes.

Il a présenté le professeur Taylor comme « un homme de très grand mérite et de très grande envergure », ce que reconnaît volontiers M. Parizeau. M. Ryan a dit croire que le politologue de l'université McGill a commis un « lapsus » dans l'entrevue qu'il a accordée au quotidien *The Gazette*.

te, en fin de semaine dernière ».

« La clause sur l'affichage commercial prévue par la loi 101 et la loi 178 est totalement indéfendable. C'est le produit d'une névrose générale », affirmait-il. « L'interdiction d'autres langues (que le français) est une mesure d'hystérie ».

Selon la députée péquiste de Chicoutimi, Jeanne Blackburn, les déclarations de M. Taylor sont incompatibles avec ses fonctions au CLF et elles reflètent son mépris pour tout le Québec.

Le ton des échanges à l'Assemblée nationale s'est fait plus virulent quand le député de Westmount, Richard Holden, du Parti égalité, a traité Mme Blackburn de « belle-mère de la loi 101 ». Le leader de l'opposition, Guy Chevrette, a répliqué que M. Holden était, lui, le « fossyeur de la loi 101 », au surplus « misogyne » et finalement « stupide ».

Deux poids, deux mesures

Prompt à condamner M. Taylor, que M. Chevrette a comparé au commissaire aux langues officielles D'Iberville Fortier, le PQ s'est montré beaucoup plus compréhensif à l'endroit du chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, qui favorise lui aussi une révision des lois linguistiques, même s'il l'exprime dans des termes plus modérés.

Pendant que M. Taylor se confiait à *The Gazette*, M. Bouchard expliquait au *Devoir* qu'il ne comprenait pas très bien comment on pouvait déceimment interdire l'affichage dans une langue et le permettre dans une autre.

Manifestement déterminé à éviter toute querelle avec M. Bouchard, M. Parizeau n'a voulu retenir qu'une partie de ses propos, celle où le chef du Bloc explique qu'entre la loi 178 et la loi 101, il préférerait encore la loi 101. « À cet égard là, il n'y a rien de nouveau pour moi », a commenté M. Parizeau.

Le chef du PQ a toutefois été incapable de dissimuler son scepticisme face au plaidoyer de M. Bouchard en faveur du modèle de la Communauté économique européenne, d'autant plus qu'il évoquait « un parlement central qui ne serait pas élu ».

« Là, je n'ai pas tout à fait compris parce que, à l'heure actuelle, le Parlement européen n'a à peu pas de pouvoir, mais il est élu. Alors, quand on me dit qu'il faudrait copier la CEE, je ne comprend pas ».

BROCHETTES

POULET • FILET MIGNON • FRUITS DE MER

2 POUR 1

Excepté le samedi
Ne payez que la plus chère

SAINTE-FOY
CAP-ROUGE
MAINTENANT
10460, BOUL.
DE L'ORMIÈRE
LORETTEVILLE

RANDONNÉES CYCLISTES

chaudière
appalaches
**LE PAYS DES
CONTRASTES**



Au fil de l'eau

DIMANCHE 16 JUIN 1991

Découvrez les plus beaux paysages de la rive sud de Québec en suivant le fil de l'eau des rivières Chaudière, Etchemin, Beauvillage et bien sûr du majestueux fleuve Saint-Laurent. Une randonnée cycliste, en toute sécurité, en famille ou entre amis, voilà la suggestion de l'Association touristique Chaudière-Appalaches pour débiter l'été en pleine forme.

CIRCUIT du fleuve (30 km)

Départ : Aréna de Lévis

Cette randonnée longe le fleuve entre Lévis et Saint-Romuald. Admirez à votre rythme et en toute quiétude les plus beaux panoramas de la vieille capitale et le passé encore bien vivant de la rive sud. Age minimum requis : 9 ans

CIRCUIT des rivières

Catégorie touristique 75 km
Catégorie TGV et Express 100 km

Départ : Aréna de Lévis

Ces parcours s'adressent aux amateurs plus expérimentés traversant la plupart des municipalités de la rive sud en longeant tour à tour le fleuve, les rivières Beauvillage, Chaudière et Etchemin. Age minimum requis : 14 ans
T.G.V. : 30 km/h - Express : 25 km/h - Touristique : 20 km/h

COUPON D'INSCRIPTION

RANDONNÉES CYCLISTES AU FIL DE L'EAU
N'oubliez pas d'obtenir votre numéro
d'inscription en téléphonant au 418.831.4413 en
semaine de 8h30 à 17h, avant de poster ce coupon.

Nom du participant : _____
 Adresse : _____
 Ville : _____
 Code postal : _____ Téléphone : _____
 Montant remis : _____ Age : _____
 Numéro d'inscription : _____
 Signature : _____

Nom du participant : _____
 Adresse : _____
 Ville : _____
 Code postal : _____ Téléphone : _____
 Montant remis : _____ Age : _____
 Numéro d'inscription : _____
 Signature : _____

Clause de dégageant de responsabilité

« En regard à votre acceptation du présent engagement, je dégage, en mon nom et en celui de mes héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, l'Association touristique Chaudière-Appalaches, ses agents, employés, bénévoles, représentants, successeurs et cessionnaires ainsi que tout autre organisme, compagnie, société, entreprise, association, municipalité ou personne touchée de près ou de loin à la présente randonnée à vélo de toute responsabilité en cas d'accident corporel ou matériel survenu durant l'événement et me concernant »

X _____ Date _____
 Signature du parent ou du tuteur, pour les participants de moins de 18 ans.
Adressez et postez vos chèques ou mandats poste à l'ordre de l'Association touristique Chaudière-Appalaches, 800, autoroute Jean-Lesage, Bernières Québec G7A 1C9

COÛTS : 9\$ par personne
5\$ pour les enfants de moins de 12 ans / T.P.S. incluses

INSCRIPTIONS : Le nombre étant limité, vous devez vous pré-inscrire en téléphonant à l'Association touristique Chaudière-Appalaches au 418.831.4413. Les 500 premiers inscrits recevront une casquette cycliste. Date limite : 1^{er} juin 1991

La pré-inscription téléphonique est obligatoire et sera valide jusqu'à la réception dans les sept jours du coupon d'inscription dûment complété et accompagné du paiement total. Nous vous communiquerons par la suite votre heure de départ ainsi que tous les détails sur la randonnée.

LESOLEIL
LE SOLEIL
TELE 4



Du camping pour retrouver l'ancienneté

Après 18 mois de manifestations, de discussions et de négociations pour recouvrer l'ancienneté perdue lors de la grève de l'automne 1989, la Fédération des affaires sociales de la CSN, qui regroupe 100 000 travailleurs et travailleuses, a décidé de camper sur la colline parlementaire pendant 24 heures dans le but d'infléchir la décision des députés de l'Assemblée nationale qui doivent voter, aujourd'hui, sur un projet de loi présenté par le député péquiste Michel Bourdon. Les quelque 30 campeurs représentant toutes les régions du Québec seront d'ailleurs sur place au moment du vote qui doit décider s'ils recouvrent ou non leur ancienneté.

Côté reste aussi déterminé malgré l'action des médecins

La première journée de débrayage des médecins n'a pas ébranlé la détermination du ministre Marc-Yvan Côté, qui vise toujours à faire adopter sa réforme des services de santé et des services sociaux d'ici le 21 juin.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

« J'ai toujours dit que le projet de loi 120, je le voulais avant la fin de la session et je le veux toujours », a-t-il déclaré, hier. En début d'après-midi, il ne constatait aucun problème majeur dans les établissements touchés par le débrayage.

Le ministre s'est dit prêt à apporter d'autres amendements à son projet de loi, dont l'étude article par article se poursuit en commission parlementaire, mais « sans sacrifier pour autant les principes de base ».

M. Côté soutient qu'il a déjà tenu compte de plusieurs des recommandations formulées par les médecins et que de nombreux amendements ont été apportés pour « bonifier » la situation des médecins à l'intérieur des établissements.

Il reconnaît cependant qu'il subsiste « un problème de perception ». Selon lui, il y a « une part d'exagération assez importante » dans la publicité que le Regroupement des Fédérations de médecins du Québec a fait paraître dans les journaux de la fin de semaine « Je ne suis pas convaincu qu'on sert le bénéficiaire lorsqu'on entreprend des campagnes comme celle-là ».

« On m'accuse de beaucoup de choses et on accuse le projet de beaucoup de choses. On a charrié passablement, que ce soit au niveau de la confidentialité, des plans d'effectifs, etc. Très prochainement, on pourra changer un certain nombre de choses ».

Contrairement à la prétention

des médecins, M. Côté estime qu'il est faux de dire que son projet leur enlève tout pouvoir. « Nous avons maintenu les acquis de manière très substantielle. Il n'y a pas de changement dramatique pour les médecins », affirme-t-il.

Malgré le débrayage d'hier, le ministre se dit confiant d'éviter une escalade du conflit. « Ce que j'ai compris, c'est qu'ils veulent le bien-être du bénéficiaire et nous aussi. Évidemment, on a des perceptions différentes, mais quand on a le même objectif, je pense qu'il y a possibilité de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'escalade. Je n'en souhaite pas et j'espère qu'ils ne le souhaitent pas ».

Sur la question du financement (impôt-service, ticket orienteur), M. Côté n'exclut pas que le controversé article 484 puisse éventuellement être retiré. « Il est toujours dans le projet de loi, on fera le débat à ce moment-là ».

Quant à la question des effectifs, le leader de l'opposition Guy Chevette croit possible d'en arriver à un compromis grâce à l'inclusion de clauses suspensives qui permettraient aux associations de médecins le soin d'assurer elles-mêmes une répartition équitable entre les différentes régions.

Commentant les menaces libérales de prolonger la session

Le PQ se dit prêt à siéger tout l'été s'il le faut

Le Parti québécois n'entend pas « céder au chantage » de fin de session et invite ses députés à demeurer « disponibles en juillet » pour une prolongation des travaux parlementaires après la Saint-Jean.

par GILLES BOIVIN
LE SOLEIL

Le leader parlementaire de l'opposition, Guy Chevette, accuse carrément le leader parlementaire du gouvernement, Michel Pagé, de jouer au « matamore de corridor » en menaçant déjà de retarder les vacances parlementaires si l'opposition ne se montre pas plus conciliante.

« Il n'est pas question de céder au chantage sur des projets aussi importants que la loi 120 (sur la santé), 150 (sur l'avenir politique du Québec) et 145 (la réforme Ryan). S'ils ont appelé les projets de loi à la fin de mai, ce n'est pas la faute de l'opposition. On va prendre notre temps », avertit le député de Joliette.

Dans une entrevue publiée hier dans nos pages, M. Pagé faisait état d'une possible prolongation de la session devant une obstruction systématique de l'opposition. Le leader parlementaire disait également hésiter à utiliser la guillotine pour forcer l'adoption de ces trois importantes législations.

M. Chevette rappelle que le projet de loi sur la réforme de la santé a donné lieu à 85 amendements sur les 100 articles adoptés jusqu'ici. Le projet de loi en contient 380. Des projets de loi « mal foutus, mal rédigés » ne sont pas de nature à faciliter le travail des parlementaires, indiquait-il hier au SOLEIL.

Celui-ci n'apprécie guère non plus que son homologue du côté ministériel reproche à l'opposition de « banaliser les motions de clôture » par son attitude. Le leader parlementaire du gouvernement « est en train de banaliser lui-même non seulement les motions de clôture mais aussi les suspensions de règles ».

Le ministre Pagé a même eu recours à une suspension de règles « pour son propre comté » en soustrayant l'aluminerie Lauralco des audiences du BAPE pour certains travaux, rappelle M. Chevette. Il souligne également au SOLEIL que M. Pagé a déjà utilisé le bâillon à cinq reprises et « il nous en annonce trois autres ».

Lorsqu'on impose le bâillon sur des pièces législatives de cette importance, c'est « le peuple qu'on

Dans une entrevue à la Presse canadienne, M. Côté disait envisager de redonner ce droit aux Québécois qui ont quitté la province depuis moins de 10 ans et envisagent d'y revenir. Quelque 400 000 personnes ont quitté le Québec depuis 10 ans.

« À mon point de vue, quel qu'un qui a décidé de quitter le Québec parce qu'il ne se sentait pas à l'aise à cause du climat poli-

tique ne devrait pas être celui qui a à décider du sort et du droit à l'autodétermination d'un peuple », tranche le député péquiste.

Quant on parle d'un référendum sur l'avenir constitutionnel d'un peuple, il ne faut pas oublier que ces 400 000 électeurs potentiels représentent 10 % de l'électorat, rappelle M. Chevette qui craint que certains ne viennent régler de vieilles « rancœurs ».

baïllonne pas l'opposition », conclut M. Chevette.

Le débat sur le projet de loi sur l'avenir politique du Québec, prévoit le leader de l'opposition, risque d'être houleux. Rappelant les déclarations du député libéral Norman MacMillan « qui dit qu'il va faire la job à la souveraineté », M. Chevette conclut que le projet de loi 150 va à l'encontre de l'esprit de la Commission Bélanger-Campeau.

« S'il faut prendre les mois de juillet et août » pour rendre ce projet de loi conforme à l'esprit de la Commission, « on le prendra », promet M. Chevette.

Le leader parlementaire annonce également un dur débat sur la réforme de la fiscalité municipale. « On a du jamais vu dans ça... On va utiliser tous les moyens que le parlementarisme nous permet d'utiliser pour se battre ».

Réforme électorale

M. Chevette promet également « une belle bataille » au ministre responsable de la réforme électorale, Marc-Yvan Côté, qui envisage de donner le droit de vote au référendum sur l'avenir du Québec aux ex-résidents de la province.

Tel qu'annoncé à la télévision de Radio-Canada

NETTOYAGE ET DÉSINFECTION
DE VOS CONDUITS DE VENTILATION
ET DE CHAUFFAGE RÉSIDENTIEL

PRIX DE PROMOTION

189\$

(Jusqu'à 15 bouches) + TPS



Dettogeurs Professionnels

de conduits d'air inc.

1-800-567-8787

Licence RECO - Garantie unique de satisfaction



40%

DE RABAIS
SURTOUT
LES VÊTEMENTS
D'EXTÉRIEUR

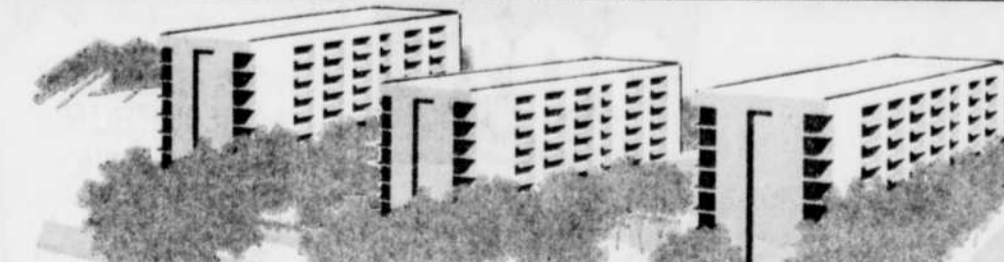
TELS:
GRENOUILLÈRES,
IMPERMEABLES,
COUPE-VENT

vêtements illustrés non conformes aux produits annoncés

concept mode

clément

0-20 ans
CARTE VERTE # 15063



le manoir
MANRÈSE
phase 3

CONDOMINIUMS
pour retraités et préretraités

3 1/2 et 4 1/2
prix à partir de
83 000\$

SERVICES DISPONIBLES SUR DEMANDE

— Appel d'urgence 24 heures — Salle à manger
— Salle communautaire — Piscine intérieure, etc.

Pour renseignements:
Lundi, mardi, mercredi,
jeudi: 13h à 19h;
samedi et dimanche:
13h à 17h

700, AV. MURRAY, QUÉBEC - 683-6438

NATATION

Session intensive
d'été

bébé à partir de 3 mois
enfant - adulte

**ÉCOLE DE NATATION
BONNIE DENIS**

Cours dispensés:

Hôtel Le Voyageur
2250, boul. Sainte-Anne

Informations:
844-3066

Piscine:
661-7701

Début des cours:
1er juin au 23 juin 1991

LIQUIDATION
FIN DE BAIL

GRAND SOLDE

20%
à
60%

Thérèse Morency

AUX GALERIES DE LA CAPITALE
SEULEMENT

Pour l'administration L'Allier, le centre des congrès demeure la priorité

La capitale reste sur la défensive dans le dossier des casinos

Pendant que l'Association touristique de Charlevoix accueille avec enthousiasme les projets pilotes de casinos mijotés par le ministère du Tourisme pour la région et Montréal, la ville de Québec reste sur la défensive et préfère jouer la carte de la prudence.

par JACQUES DALLAIRE
LE SOLEIL

« Un casino ne constitue pas un

équipement pour lequel on est en demande et nous n'avons pas l'intention de faire de bataille publique la-dessus », confiait hier au

porte-parole du maire Jean-Paul L'Allier.

Québec ne s'offusque pas d'être oubliée dans l'immédiat. « Nous allons d'abord attendre la décision formelle du conseil des ministres, souligne M. Lacasse, et nous allons attendre de voir si, sur le plan fiscal, ces projets sont avantageux pour les villes choisies. Pour nous, comme pour le

caucus des députés libéraux de la région, la chambre de commerce et l'Office du tourisme, poursuit le porte-parole, la priorité numéro un demeure le centre des congrès. Nous ne voulons pas mêler les dossiers. »

Le maire L'Allier siège au sein du conseil d'administration de l'Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbai-

ne de Québec qui, justement, tenait une réunion hier soir pour discuter notamment du « projet casino », selon les mots d'un porte-parole de l'organisme, M. Jean Frenette.

« L'Office est un peu déçu que les projets pilotes favorisent Montréal plutôt que la région de Québec », notait hier en fin de journée M. Frenette, rappelant que l'implantation d'un casino ne constitue toutefois pas une fin en soi. L'Office, indiquait la semaine dernière la nouvelle présidente, Mme Christiane Germain, ne croit pas que l'exploitation d'un casino devrait être tenue dans ou autour d'un centre des congrès.

D'après M. Frenette, « l'Office aurait cinq ou six emplacements à suggérer » quant à l'implantation d'un casino de type européen dont l'État assumerait la gestion. « Naturellement, affirme-t-il, nous aurions été intéressés à obtenir un projet. » Est-ce à dire que l'Office pourrait se mettre résolument sur les rangs pour forcer la main du gouvernement? « Nous pensions déjà être sur les rangs », réplique M. Frenette.

La Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain croit pour sa part qu'il faut examiner tous les aspects de pareil projet avant que le milieu se mobilise. « Ce qui nous préoccupe, souligne son président, M. Pierre Martin, c'est de savoir à

quoi serviront tous les revenus découlant des casinos.

M. Martin ne voit pas pourquoi des projets concernant Montréal et Charlevoix excluraient nécessairement Québec, mais, d'après lui, il faut d'abord s'assurer que les profits générés par les casinos serviront exclusivement à la promotion et au financement d'infrastructures touristiques.

Partisan de casinos à l'éuropéenne, « sous contrôle sévère et réglementés par l'État », M. Martin ne veut pas « d'un autre Loto-Québec » dont tous les profits sont virés au fonds consolidé de la province. Le président précise que la chambre n'a pas tenu de « discussions sérieuses » sur le dossier des casinos. Personnellement, M. Martin pense qu'un « casino serait un ajout touristique important pour la région de Québec qui a déjà tout à offrir au plan touristique. Québec, dit-il, serait une destination naturelle. »

Le directeur général de l'Association touristique de Charlevoix, M. Pierre Tremblay, précisait par ailleurs en entrevue téléphonique que le choix de Charlevoix constituait l'aboutissement d'un dossier mené tambour battant depuis plus de 20 ans. D'après M. Tremblay, Charlevoix serait prête à accueillir un casino, au Manoir Richelieu ou ailleurs dans la région, dès le printemps prochain.

Les militants libéraux préfèrent Charlevoix

MONTREAL (PC) — La croisade de l'homme d'affaires Roger Malenfant pour l'implantation d'un casino dans la région de Charlevoix est en voie de recueillir l'adhésion du Parti libéral du Québec, dont la base militante apparaît nettement défavorable au choix de Montréal.

libérales de comtés de la région de Québec.

À l'occasion de la réunion de leur conseil général, en fin de semaine prochaine à Laval, les libéraux de Robert Bourassa débattront deux résolutions sur ce thème de l'industrie des casinos. La proposition d'implanter un casino à Charlevoix a l'appui de 23 associations

L'autre résolution émane du comté montréalais de Nelligan, qui après avoir dit oui au principe d'implantation de casinos au Québec, invite le gouvernement à les tenir « loin des centres urbains importants ».

UN PRÉARRANGEMENT AVEC LE GROUPE LÉPINE-CLOUTIER LTÉE



C'EST AVOIR L'ESPRIT TRANQUILLE POUR LA VIE!
529-3371

LE GROUPE LÉPINE-CLOUTIER LTÉE
à la confiance des Québécois depuis 1845

Des économies à coup sûr

PRIX PAYEZ ET EMPORTEZ en vigueur jusqu'au 1 JUIN 1991

69⁹⁵

Gant Cooper ES2. Grand gant pour les lancers. Manche profond. Poignet ouvert. Uniquement en cuir. 600 été. \$69.95

Aussi disponible: Gant Cooper ES1. Excellent gant pour les lancers. Manche profond. Poignet ouvert et facile à régler. Idéal pour les lancers et les signaux. \$54.95

19⁹⁵

Gant de frappeur Franklin. Conçu pour les pros. Gant durable d'excellente qualité.

Aussi disponible: Gant de frappeur Easton, en Cabretta et Spandex. Très souple et résistant. \$9.95

49⁹⁵

Bâton S11. Nouveaux bâtons révolutionnaires pour la balle-molle. Léger et puissant, aluminium Extralite.

39⁹⁵ JUNIOR

Soulier Mizuno Gammer. Conçu en cuir véritable. Semelle renforcée en carbone. Cordon avec fermeture rapide. Excellent support articulaire. Homme et dame. \$49.95 / \$39.95

29⁹⁵ JUNIOR

Soulier Mitre LDH. Soulier de balle frappe populaire à un prix imbattable. Homme et dame. \$34.95 / \$29.95

EXCELLENCE

SPORT

DIVISION MARCHANDS UNIS INC.

<p>QUÉBEC ET LES ENVIRONS</p> <p>MONTRÉAL - L'ASSOCIATION SPORT OLYMPIQUE 1744, rue Notre-Dame (418) 671-1351</p> <p>BEAUPORT SPORT DANIEL 2252, chemin Lajeunesse (418) 661-9179</p> <p>CHATEAU-RICHARD CHARNY SPORT 8004, rue du 30e ave (418) 655-2528</p> <p>CHATEAU-RICHARD SPORT OPTIMUM 8676, boulevard de la Rivière (418) 624-4112</p> <p>SAINTE-ANNE SPORT-U 353, rue 138 (418) 678-9544</p>	<p>SAINTE-CROIX SAINT-CROIX SPORTS 390, rue Lacombe (418) 958-3903</p> <p>RÉGION DE LA BEAUCÉ</p> <p>SAINTE-CLAUDE RODRIGUE SPORTS 4, chemin Saint-François (418) 594-5117</p> <p>SAINTE-ROSE RODRIGUE SPORTS 4, chemin Saint-François (418) 594-5117</p>	<p>BAS-ST-LAURENT / GASPÉSIE</p> <p>AMQUI GENOUD SPORTS 112, boulevard Saint-Roch Nord (418) 529-3252</p> <p>SAINTE-ANNE RODRIGUE SPORTS 4, chemin Saint-François (418) 594-5117</p> <p>CAPSAI J.A. ST-PIERRE 43, rue Gauthier (418) 654-2100</p>	<p>GRANDE-RIVIÈRE GRANDE-RIVIÈRE SPORT INC. 22, rue de la Sagette (418) 385-2345</p> <p>GRANDE-VALLÉE BOULET SPORT 101, rue (418) 393-2796</p>	<p>LES DE LA J.M. CYR SPORTS Étang du Nord (418) 986-6161</p> <p>NEW-RICHMOND RHEAL PITHÉ & FILS 151, rue Honoré (418) 392-6229</p>	<p>QUÉBEC PRO SPORTS MONT-JOLI 1330, L'Industrie (418) 775-6298</p> <p>SAINTE-ANNE J.M. CYR SPORTS Étang du Nord (418) 986-6161</p> <p>NEW-RICHMOND RHEAL PITHÉ & FILS 151, rue Honoré (418) 392-6229</p>	<p>QUÉBEC GENOUD SPORT INC. 86, Saint-Germain Ouest (418) 724-3011</p> <p>QUÉBEC PHYSIOTHERAPIE 151, rue Honoré (418) 392-6229</p> <p>QUÉBEC PHYSIOTHERAPIE 151, rue Honoré (418) 392-6229</p>	<p>RÉGION DE LA CÔTE-NORD</p> <p>BAIE-COMTEAU ROTAIRME DU SPORT B.C. INC. 333, boulevard La Halle (418) 796-4000</p> <p>TRIOIS-PICOTES BOUTIQUE DE SPORT LE BASQUE (418) 851-4635</p> <p>CENTRE DE QUÉBEC / ESTRIE</p> <p>DEBRAIL DISRAELI SPORT 172, avenue Champlain (418) 449-2603</p> <p>LAC-MIGANIC SPORT MICHEL JACQUES 5376, Frontenac (418) 563-1733</p>
---	---	---	--	---	--	---	--

LE PRÊT À GOLFER

COMPRENANT: Une leçon de golf gratuite (selon votre niveau)

- Bois #1, #3
- Fer 4, 6, 8 et pitching wedge
- Putter
- Couvres-bâtons
- Parapluie 31" FIBERGLASS
- Sac WILSON
- 15 balles WILSON, Prostaff
- 1 sac de tee
- Gant WILSON
- Voiturette LITE-WATE
- Puise 12 pieds

\$289⁹⁹

VENEZ RENCONTRER NOTRE CONSEILLER Stéphane Houle

- Assistant-pro au Club de golf Royal en 1990
- Champion du tournoi Duc de Kent en 1989
- Membre de l'équipe du Québec 1985, 89

ATELIER DE RÉPARATION COMPLET SUR PLACE

la VIE SPORTIVE

SELON YVES JACQUES

700, rue Bouvier • 623-8368

Selon l'Union des artistes et les industries techniques du cinéma

Tous les films étrangers gagnent à être doublés au Québec

L'Union des artistes et l'Association québécoise des industries techniques du cinéma demandent que tous les films de langue étrangère présentés dans les salles de cinéma de la province soient doublés en français au Québec.

par **FREDÉRIC TREMBLAY**
de la Presse canadienne

Rencontrant la presse hier, à Québec, avant de témoigner en après-midi à la commission parlementaire traitant du projet de loi 117 modifiant la loi actuelle sur le cinéma, les deux groupes ont proposé aussi de réduire de 60 à 45 jours le délai de traduction fran-

çaise des films étrangers distribués au Québec.

La ministre des Affaires culturelles, Liza Frulla-Hébert, souhaite aussi diminuer à 45 jours le délai de doublage en français des films étrangers, mais n'exige pas que cette traduction soit réalisée au Québec.

En 1990, sur 95 films doublés en français, seulement le tiers l'ont été au Québec, avance l'UDA.

« Le gouvernement ne doit pas avoir peur des majors (américains), qui de toutes façons font des affaires au Québec, et qui vont continuer à faire des affaires au Québec », a lancé le président de l'UDA, Serge Turgeon.

S'appuyant sur un sondage commandé à la firme Léger et Léger, l'UDA et l'AQITC ajoutent que 49,2 % des Québécois se disent « insatisfaits » des doublages réalisés en France, alors qu'en revanche, ils sont « satisfaits » à 84,6 % des traductions québécoises.

Ce sont principalement cer-

taines expressions utilisées dans les doublages français, propres à la France, qui rebutent les Québécois.

La consultation Léger et Léger a été menée auprès de 1152 répondants, entre le 26 et le 30 avril dernier, et comporte une marge d'erreur de plus ou moins 2,9 %.

Pour respecter la composition démographique du Québec, 12 et 5 % des personnes ayant répondu au questionnaire étaient respectivement anglophones et allophones (autre langue maternelle que le français et l'anglais).

Obstacle

L'un des obstacles majeurs à la traduction des films au Québec, ont rappelé l'UDA et l'AQITC, est la présente loi sur le doublage des films en France.

Cette législation oblige que la traduction française des films de langue étrangère présentés en France soit réalisée dans ce pays.

Pour contourner cet écueil, estiment les deux organismes, le Québec doit prendre lui-même les devants.

M. Turgeon est d'avis qu'une loi québécoise forçant le doublage des films au Québec (semblable à



Le président de l'Union des artistes, Serge Turgeon, a défendu la cause du doublage de films par des Québécois, hier, à Québec, en s'aidant d'un sondage qui révèle notamment que 49,2 % des Québécois se disent « insatisfaits » des doublages réalisés en France.

celle en vigueur en France) inciterait les majors américains, pour des raisons d'économie, à faire pression sur la France.

L'UDA et l'AQITC soulignent que le doublage des films au Québec représente des investissements générateurs d'un très grand nombre d'emplois, « pas seulement pour les artistes, mais aussi pour les scénaristes, les techni-

ciens et les monteurs ».

La commission parlementaire, qui étudie le projet législatif modifiant la loi sur le cinéma, poursuivra ses travaux aujourd'hui et demain en recevant notamment l'Association québécoise des distributeurs et exportateurs de films et de vidéo et l'Association des commerçants de matériel vidéo du Québec.

Les Montagnais de Mingan doutent de la démarche en cours de Sirros

MINGAN — « Sans vouloir vous offusquer, nous devons honnêtement vous dire que nous sommes sceptiques devant la démarche que vous faites actuellement car d'autres ministres avant vous sont venus nous rencontrer et discuter mais ils sont repartis et, malgré de bonnes intentions, leur démarche n'a pas donné les résultats escomptés ».

par **ANDRÉ BELLEMARE**
de la Presse canadienne

C'est de cette manière polie, directe et sans équivoque et aussi sans méchanceté que le chef montagnais Philippe Piétacho a reçu hier, dans son village de Mingan, le ministre délégué aux Affaires autochtones, Christos Sirros, qui poursuivait sa tournée de consultation auprès des autochtones en vue de l'élaboration d'une politique globale pour le mieux-être des Amérindiens.

Tous semblaient avoir frais à la mémoire le passage et surtout les engagements (non tenus) d'un prédécesseur de M. Sirros, le ministre Raymond Savoie, en août 1988. En tout cas, Mme Desneiges Mollen, membre du conseil de bande, n'a pas manqué de le rappeler au nom du chef.

Le conseil de bande suggère, en effet, la formation d'un comité mixte composé de deux représentants des Montagnais de Mingan et de deux porte-parole du Secré-

tariat des affaires autochtones qui aurait pour mandat de :

- trouver d'ici au 15 juin 1991 une solution au problème de la pêche libre à l'embouchure de la rivière Mingan ;

- identifier et mettre en oeuvre d'ici au 31 décembre 1991 des solutions adéquates concernant l'intégrité de la réserve de Mingan (coupée en deux par un tronçon de la route 138) et ;

- identifier d'ici au 31 décembre prochain les mesures à prendre sur le territoire pour protéger la pratique des activités traditionnelles.

« Ce que nous recherchons, et que vous semblez rechercher aussi, c'est un nouveau mode de relation fondé sur le partenariat au lieu du paternalisme inscrit dans les lois qui nous régissent... », a ajouté Mme Mollen au nom du chef Piétacho.

Le ministre a avoué que la proposition de la formation d'un comité conjoint le prenait de court.

« ...En principe, je l'accepte, bien sûr, mais j'aimerais bien savoir, avant d'aller plus loin, combien de ces comités on pourrait former. Je ne veux pas de 43 comités mixtes (il y a 43 réserves indiennes du Québec) », a dit encore M. Sirros.

EconoBMRise

avec les BMRabais de votre BMRiste

Prix BMR en vigueur jusqu'au 1^{er} juin 1991. Ces prix sont "Payez et Emportez".



Expert BMR
Ciment-sable Sand-mix
Sac de 30 Kg.
3⁹⁹

MULCO
MAXI GUARD
Protecteur thermoplastique pour pavage 10 litres.
35⁹⁹

CONTINENTAL
Dévidoir pour boyau d'arrosage #CA-150
Qualité supérieure. Capacité de 250 pieds de boyau.
19⁹⁹

FIBERGLAS CANADA INC.
ROSE FIBERGLAS
Laine isolante rose R-12/15"
3 1/2" d'épaisseur.
21⁹⁹ Pqt

Échelle 24' en aluminium
Usage domestique. Approuvé C.S.A.
88⁹⁹

Thompson's Water Seal
Traitement imperméabilisant pour le bois, brique, béton, etc...
15⁹⁹ 3.78 litres

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités ou d'offrir des substituts.

QUINCAILLERIE DE LÉRY INC.
604, av. de Léry
BEAUCEVILLE
774-3311

ADÉLARD LEHOUX & FILS LTÉE
1305, rue Champlain
DISRAËLI
449-2825

MATÉRIAUX CLAUDE LEBEL INC.
Les 38, rue Boucherville
MONT-JOLI
775-4323

E. AUDET & FILS (1983) INC.
294, boul. Dugas
SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES
268-3225

REJEAN LEMIEUX INC.
Rue Principale
SULLY
893-5665

YVON LAPLANTE INC.
649, boul. Saint-Nord
THEFORD MINES
338-3144

BONAVENTURE BMR
154, rue Grand-Pré
BONAVENTURE
534-2858

HENRY JEAN & FILS INC.
270, boul. Mailloix
LA MALBAIE
665-3907

J.A. CORMIER & FILS INC.
224, chemin Cyr
NEW RICHMOND
392-5053

MARCEL CHAREST & FILS INC.
997, route 230 Est
SAINT-PASCAL DE KAMOURASKA
492-5911

MATÉRIAUX AUDET INC.
4250, boul. Henri-Bourassa
CHARLESBOURG
626-1143

MATANE BMR INC.
515, av. du Phare est
MATANE
562-1590

MATÉRIAUX LEMIEUX INC.
198, Trans-Canada
NOTRE DAME DU LAC
899-6705

LAUREMAT INC.
834, boul. Laure
SEPT-ÎLES
968-1555

BMR ci beaucoup!

Four Apprendre et Perfectionner votre anglais

INSCRIPTION ACTUELLEMENT EN COURS COURS PRIVÉS DISPONIBLES EN TOUT TEMPS

Les Ateliers de conversation anglaise

SAINTE-FOY
Place de la Cité
2630, boul. Hochelaga
Bureau 206, G1V 4T3
Tel.: 657-2600

CHARLESBOURG
Cité Quatre-Saisons
530, boul. de l'Atrium
Bureau 203, G1H 7H1
Tel.: 623-1061

Cours intensif d'immersion
du 24 mai au 14 juin
de 9h à 16h, du lundi au vendredi
90 heures
398\$

Summer Workshop

La meilleure session d'été offerte à Québec, pour jeunes et adolescent(e)s de 8 à 16 ans.

Session de 2 semaines en juillet et août.

Johnson Brothers

Le temps est venu de déménager à votre résidence d'été? Votre vaisselle vous semble dépareillée? Venez donc vous choisir un service de vaisselle signé **Johnson Brothers**.

à partir de 209\$
8 couverts
45 morceaux

Athena **Quadra**

Le magasin qui, depuis plus de 100 ans, vous offre le plus beau choix de vaisselle, verrerie, coutellerie à Québec.

Renaud & cie
82, rue Saint-Paul
692-0144
Ouvert de 9h à 17h, du lundi au vendredi

LE MONDE

Le «Négus rouge» a quitté l'Éthiopie

ADDIS-ABEBA (Reuter, AFP) — Après 14 ans au pouvoir, le président Mengistu Haïlé Mariam a fui son pays hier, un départ officiellement destiné à mettre fin aux combats entre l'armée et les rebelles qui a fait surgir un nouvel espoir de paix en Éthiopie, déchiré depuis des années par la guerre civile.

Les principaux mouvements rebelles ont cependant fait savoir que leur offensive générale, lancée en février dernier, se poursuivrait tant que la politique du gouvernement ne serait pas modifiée en profondeur.

Dès l'annonce du départ en exil de Mengistu à la radio nationale, le Conseil d'État, plus haute instance du pays, a lancé un appel à un cessez-le-feu immédiat.

Lundi prochain, doivent débiter à Londres des négociations de paix entre gouvernement et mouvements rebelles — le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE), le Front démocratique révolutionnaire populaire éthiopien (FDRPE) et le Front de libération Oromo.

Les diplomates s'accordent pour dire que la présence du chef de l'État aux entretiens constituait le principal obstacle à la conclusion d'un éventuel accord.

À Londres, le Foreign Office a

estimé que sa fuite donnait une chance de succès aux pourparlers. Les États-Unis, sous l'égide desquels sont placées les négociations, ont dit espérer que «la porte (était) maintenant ouverte à la paix et à la démocratie», par la voix d'un porte-parole de la Maison-Blanche.

Entre-temps, à Moscou, un communiqué du ministère des Affaires étrangères publié par TASS indiquait que l'Union soviétique est «prête à contribuer activement au début du processus de négociations» entre le gouvernement éthiopien et les rebelles «au nom de la paix et de la stabilité en Éthiopie».

Couvre-feu prolongé

Selon la radio éthiopienne, le Conseil d'État a l'intention de former un gouvernement de coalition auquel participeraient tous les groupes d'opposition.

Le vice-président Tesfaye Gabre Kidan, ancien commandant des forces gouvernementales, as-



Mengistu Haïlé Mariam, surnomme le «Négus rouge».

sure l'intérim de la présidence, a précisé la radio, ce qui est interprété comme un signe de continuation de l'ancien régime par les rebelles.

Dans la capitale éthiopienne, dont les combattants du FDRPE ne sont plus qu'à une centaine de kilomètres, le couvre-feu nocturne a été prolongé.

À Paris, le ministère français des Affaires étrangères, a déclaré que toutes les dispositions avaient été prises pour assurer la sécurité des 400 ressortissants français en Éthiopie.

La population d'Addis-Abéba s'est montrée surprise par le départ du président, vu pour la dernière fois dans une voiture, tassé sur son siège et seulement escorté jusqu'à l'aéroport par deux policiers motocyclistes.

Selon des responsables kenyans, le chef de l'État a fait escale à l'aéroport de Nairobi. Son épouse, Web Anchi, est arrivée à Harare, capitale du Zimbabwe, où Mengistu demandera probablement asile.

Victime de la perestroïka

Mengistu Haïlé Mariam avait accédé au pouvoir en 1977, trois ans après le renversement du négus Haïlé Selassié par un groupe d'officiers.

Obscur officier de l'armée, il avait remplacé le régime féodal de l'empereur par un régime totalitaire marqué par des purges sanglantes, l'aggravation des guerres civiles, et des famines meurtrières.

Dès son accession au pouvoir, il avait pris le titre de président du Conseil militaire. Il a ensuite dirigé le Parti des travailleurs d'Éthiopie et il est devenu officiellement président après l'adoption d'une nouvelle constitution en 1987.

De coloration marxiste, le pays avait reçu à ses débuts le soutien financier mais surtout militaire — de l'URSS. En engageant la politique de perestroïka à partir de 1985, le président Mikhaïl Gorbatchev a cependant décidé de rompre toute assistance.

Ces derniers mois, Mengistu avait subi des pressions de plus en plus grandes des rebelles dans le nord du pays.

Le FPLE, en lutte depuis 30 ans pour l'indépendance de l'Érythrée, a capturé le port de Massawa en février 1990, puis s'est emparé de toute la province.

Le mois dernier, le FDRPE contrôlait quant à lui les provinces du Tigré, de Gojam et de Gondar, ainsi que certaines parties du Wollo, du Wellega et du Shoa.

Les desseins politiques des deux mouvements, qui disent avoir abandonné le credo marxiste pour celui de l'économie libérale, restent encore confus.

À Washington, le porte-parole du département d'État, Margaret Tutwiler, a déclaré que les États-Unis espéraient que la fuite du président Mengistu faciliterait l'acheminement de secours aux victimes de la famine dans le pays.

Stanza XE



très
Votre sympathique
concessionnaire

NISSAN

Les meilleurs achats Woolco

Jeudi
et
vendredi
seulement

Les Prix
Woolco
Incluent
la TPS

- | | | |
|---|--|-------------------------------------|
| 1 | BOYAU D'ARROSAGE
3 plis avec renfort
50 pieds de longueur | ch. 4 59
TPS include |
| 2 | LUSTRE 7
cire pour l'auto, 500 ml
nettoie, polit, protège, conserve
limite de 2 par client | ch. 8 77
TPS include |
| 3 | HOUSSE À BBQ
grandeur 58" x 19" x 35" | ch. 18 95
TPS include |
| 4 | JAMBON CUIT
tranché selon vos besoins | la livre 1 99
TPS include |
| 5 | MAILLOT DE BAIN
1 et 2 pièces
vaste choix de modèles et couleurs
prix courant: 16,04 | ch. 9 99
TPS include |
| 6 | LOTION À BRONZER
Copperton, protection 2-4-8-15
bouteille 200 ml
prix courant: 8,49 | ch. 5 99
TPS include |

Afin de mieux servir leur clientèle, les magasins Woolco resteront ouverts jusqu'à 21 h tous les mercredis soir.

5401, boul. des Galeries
Québec, Québec
Les galeries de la capitale

2960, boul. Ste-Anne
Beauport, Québec
LES GALERIES STE-ANNE

5800, boul. de la Rive-Sud
Lévis
Les Galeries Chagnon

Woolco logo and other small text.

Mandela se joint aux grévistes de la faim de l'Afrique du Sud

JOHANNESBURG (AFP, Reuter, AP) — Le leader du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, et d'autres responsables du mouvement anti-apartheid ont entamé hier dans l'après-midi une grève de la faim de 24 heures en solidarité avec quelque 200 prisonniers politiques en grève de la faim depuis le 1er mai dernier.

Selon M. Mandela, qui a tenu une conférence de presse hier, le

gouvernement de Pretoria a dénombré lui-même plus de 1000 prisonniers politiques toujours en détention. Il a rappelé que l'ANC et le gouvernement avaient passé un accord l'an dernier pour la libération de tous les prisonniers politiques en échange de l'aban-

don par l'ANC de la lutte armée. « Si nous entamons une action, c'est parce que nous ne pouvons obtenir de résultats par la persuasion et la discussion », a souligné M. Mandela, qui a toutefois précisé que les discussions avec le ministre de la Justice Kobie Coet-

see pour la libération des prisonniers politiques continuaient.

Enfin, M. Mandela a indiqué que la grève de la faim qu'il mène pendant 24 heures n'est que l'un des moyens dont dispose l'ANC pour faire pression sur le gouvernement, et, qu'en cas d'échec, des

actions de masse seront déclenchées.

L'ANC a par ailleurs annoncé qu'elle pourrait boycotter la conférence de paix prônée par le président de Klerk après le vote de nouvelles lois interdisant le port d'armes traditionnelles.

En Bref

Ro Jai-bong démissionne

SÉOUL (Reuter) — Le premier ministre sud-coréen Ro Jai-bong a présenté aujourd'hui sa démission au président Roh Tae-woo, a déclaré son chef de cabinet. Le premier ministre était confronté depuis un mois à une vague de manifestations orchestrée par les étudiants qui réclamaient sa démission après la mort d'un des leurs, tué par la police le 26 avril dernier. On ignore dans l'immédiat si sa démission sera acceptée. Mais l'agence Yonhap a déclaré qu'il y a aurait prochainement un remaniement.

Le choléra au Pérou

LIMA (Reuter) — L'épidémie de choléra a touché 193 768 personnes et fait 1559 morts au Pérou, a déclaré hier le ministère de la Santé. Environ 40% des malades ont été hospitalisés depuis le début de l'épidémie en janvier dernier, a précisé un porte-parole du ministère. La situation est particulièrement grave dans la région de l'Amazonie, aux alentours de la ville d'Iquitos, où 7423 cas ont été recensés, dont 303 mortels.

Les épaves des Bermudes

MIAMI (AFP) — Le gouvernement des États-Unis s'appête à revendiquer les épaves de cinq avions-torpilleurs de l'Aéronavale retrouvés récemment par des chasseurs de trésor dans le Triangle des Bermudes au large de la Floride, a indiqué hier le département de la Justice. Les épaves, vraisemblablement celles de « l'escadrille perdue » disparue le 5 décembre 1945 au-dessus de l'océan Atlantique, ont été retrouvées début mai au large de Fort Lauderdale par une firme spécialisée dans la chasse aux trésors sous-marins. « Ces avions demeurent la propriété du gouvernement américain », a indiqué le porte-parole. La firme fait pour sa part remarquer qu'elle a pris soin d'enregistrer sa découverte auprès d'un juge fédéral de Miami et qu'elle est ainsi devenue propriétaire de fait des épaves.

Columbia partira plus tard

CAP CANAVERAL, Floride (AP) — La NASA a reporté hier d'une dizaine de jours le lancement de la navette spatiale Columbia, qui devait décoller mercredi pour une mission de neuf jours consacrée à la recherche biomédicale avec à son bord, 30 rats, 2478 bébés méduses et sept astronautes. Le report est dû à une série de problèmes de dernière minute: défaillances sur deux ordinateurs de bord, doutes concernant la fiabilité de capteurs thermiques.

Ces chiens interdits

LONDRES (AFP) — Le premier ministre britannique, M. John Major, a annoncé hier que l'importation de chiens dressés pour le combat comme les pit bull terriers et les tosa japonais sera interdite à partir d'aujourd'hui. La mesure a été adoptée après qu'une petite fille de six ans eut été sauvagement attaquée par un pit bull terrier dimanche dernier à Bradford (centre de l'Angleterre).

On tue encore les baleines

LONDRES (Reuter) — Près de 14000 baleines ont été tuées ces cinq dernières années malgré l'interdiction de la chasse, a déclaré l'organisation écologiste Greenpeace. « Espèce après espèce, les baleines sont en voie d'extinction en raison de leur massacre systématique par le Japon, la Norvège et l'Islande », déclare Greenpeace dans un communiqué publié avant la réunion la semaine prochaine à Reykjavik de la Commission internationale de la pêche à la baleine.



TOUT POUR L'AVENTURE!

LATULIPPE

GILETS DE SAUVETAGE DE PÊCHE AVEC POCHE\$ 34⁵⁰ à 125^{\$} APPROUVÉS

LATULIPPE, LE PLUS GRAND CHOIX POUR LE CAMPING À QUÉBEC

ATTENTION TOUS LES PRIX DE CETTE ANNONCE SONT TAXES INCLUSES

COMBUSTIBLES	MARQUE EUREKA NYLON SMOKEY MOUNTAIN 2 PLACES - 2 PORTES NOUVELLES COULEURS 1991 229⁹⁵ (TAXES INCLUSES)	TENTES DOME	MARQUE LUGGER NYLON WILD DOME 3 PLACES 109⁹⁵ (TAXES INCLUSES)
SAC AU SEC NOUVEAU 20x40 ATTACHE 139 PROTÈGEZ VOS BIENS CONTRE L'EAU 14⁵⁰	SMOKEY MOUNTAIN 4 PLACES - 2 PORTES 379⁹⁵ (TAXES INCLUSES)		WESTWIND 3 PLACES 135⁹⁵ (TAXES INCLUSES)
BOUSSOLES	WINDRIVER 2 PLACES 399⁹⁵ (TAXES INCLUSES)	SUNRISE 4 PLACES 169⁹⁵ (TAXES INCLUSES)	SANDLAND 3 PLACES 82⁵⁰ (TAXES INCLUSES)
GRAND CHOIX 11⁴⁹ à 56⁹⁵	PALISSADE - 4 4 PLACES, 2 PORTES 599⁹⁵ (TAXES INCLUSES)	OUT BOUND	NOMAD 3 PLACES - 1 PORTE DOUBLE TOIT REVERSIBLE 185⁹⁵ (TAXES INCLUSES)
ALLUMETTES ETANCHES A L'EAU 39^c à 2⁹⁵	Eureka FAMILIALES 4 à 8 PERSONNES Willow Creek 10x10 549^{\$} (TAXES INCLUSES) 12x12 695^{\$} (TAXES INCLUSES)		Eureka QUALITÉ
POÊLE STERNO double 2⁶⁵	ÉQUINOX 3 PLACES 439^{\$} (TAXES INCLUSES)	SILVERADO III 3 PLACES 2 PORTES 175⁹⁵ (TAXES INCLUSES)	ALPINE MEADOWS 2 PERSONNES - 2 PORTES 399⁹⁵ (TAXES INCLUSES)
CEINTURES POUR ARGENT 5⁴⁹ à 6⁵⁰	NORTHWOODS LODGE 9'6" x 16" - 2 CHAMBRES 1 450^{\$} (TAXES INCLUSES)	SILVERADO VI 6 PLACES 2 PORTES 299⁹⁵ (TAXES INCLUSES)	4 PERSONNES - 2 PORTES 529^{\$} (TAXES INCLUSES)
VERRES EN PLASTIQUE PLIANTS 2 POUR 2³⁹			DENALI EXPÉDITION 2 PLACES AVEC VESTIBULE 689^{\$} (TAXES INCLUSES)
COUTEAUX VICTORYNOX ET WENGER SWISS ARMY			

VISITEZ NOTRE SALLE D'EXPOSITION AU 2^e ÉTAGE, PLUS DE 30 MODÈLES EXPOSÉS.

MATELAS DE CAOUTCHOUC MOUSSE ISOLANT COMPACT LEGER 12⁹⁵ à 18⁹⁵	MATELAS PNEUMATIQUE GRAND CHOIX SIMPLE 21⁹⁵ DOUBLE 68⁹⁵ à 72⁹⁵	BATEAU PNEUMATIQUE POUR LA PÊCHE Nylon épais gris Sièges transversaux 2 personnes 198⁹⁵ 4 personnes 279⁹⁵ 6 personnes 399⁹⁵	GILETS DE FLOTTAISON APPROUVÉS 15 MODÈLES À CHOISIR HOMMES - FEMMES ENFANTS 23⁹⁵ à 79⁹⁵ (TAXES INCLUSES) MODELE PÊCHEUR MUSTANG 59⁹⁵ (TAXES INCLUSES)	SACS DE COUCHAGE ARCHIPEL - EUREKA - LUGGER - WOODS - TREKK MODÈLES DIFFÉRENTS À CHOISIR 35⁹⁵ à 399⁹⁵	SAC À DOS PLUS DE 70 MODÈLES 8⁹⁵ à 249⁹⁵ (TAXES INCLUSES)
BAS GRIS EN LAINE 3⁵⁰ à 14⁵⁰	LAMPES DE POCHE GRAND CHOIX 4⁷⁵ à 31⁴⁹	TENTES BLANCHES "PROSPECTEUR"	VALISES ACIER pour camps de vacances 59⁹⁵ à 219⁹⁵	COUVERTURES DE LAINE GRISE POUR CAMP DE VACANCES 60" x 80" 22⁹⁵ POUR FEUX DE CAMP	BOTTES DE PÊCHE 4 à 12 34⁹⁵
COUTEAUX VICTORYNOX ET WENGER SWISS ARMY 11⁵⁰ à 195⁹⁵	COUTEAU ÉTUJ EN CLUIR 63⁹⁵ à 163⁹⁵	COUTEAU-fourchette-cuiller ETUIS SCOUTS 2¹⁹ à 4⁹⁵	ANTIMOUCHE	CHAPEAUX PROTECTEURS DE MOUCHES 100% 4⁰⁹ et 6²⁵	SAC À DOS AVEC SUPPORT PLUSIEURS POCHE\$ UTILITAIRES 66⁹⁵
COUTEAUX VICTORYNOX ET WENGER SWISS ARMY 11⁵⁰ à 195⁹⁵	COUTEAU ÉTUJ EN CLUIR 63⁹⁵ à 163⁹⁵	COUTEAU-fourchette-cuiller ETUIS SCOUTS 2¹⁹ à 4⁹⁵	ANTIMOUCHE	CHAPEAUX PROTECTEURS DE MOUCHES 100% 4⁰⁹ et 6²⁵	SAC À DOS AVEC SUPPORT PLUSIEURS POCHE\$ UTILITAIRES 66⁹⁵
COUTEAUX VICTORYNOX ET WENGER SWISS ARMY 11⁵⁰ à 195⁹⁵	COUTEAU ÉTUJ EN CLUIR 63⁹⁵ à 163⁹⁵	COUTEAU-fourchette-cuiller ETUIS SCOUTS 2¹⁹ à 4⁹⁵	ANTIMOUCHE	CHAPEAUX PROTECTEURS DE MOUCHES 100% 4⁰⁹ et 6²⁵	SAC À DOS AVEC SUPPORT PLUSIEURS POCHE\$ UTILITAIRES 66⁹⁵
COUTEAUX VICTORYNOX ET WENGER SWISS ARMY 11⁵⁰ à 195⁹⁵	COUTEAU ÉTUJ EN CLUIR 63⁹⁵ à 163⁹⁵	COUTEAU-fourchette-cuiller ETUIS SCOUTS 2¹⁹ à 4⁹⁵	ANTIMOUCHE	CHAPEAUX PROTECTEURS DE MOUCHES 100% 4⁰⁹ et 6²⁵	SAC À DOS AVEC SUPPORT PLUSIEURS POCHE\$ UTILITAIRES 66⁹⁵

NOUVEL HORAIRE: LUNDI de 9h à 17h30 MARDI de 9h à 17h30 MERCREDI de 9h à 21h JEUDI de 9h à 21h VENDREDI de 9h à 17h SAMEDI de 9h à 17h

637, rue St-Vallier Ouest, Québec - Tél.: 529-0024



Souplesse américaine

WASHINGTON (AFP, Reuter) — Le président George Bush a promis lundi au premier ministre yougoslave Ante Markovic de réétudier la décision des États-Unis de suspendre leur aide de cinq millions \$ à la Yougoslavie, décision prise en raison de l'attitude de la Serbie accusée de tenter de déstabiliser le pays, a indiqué hier la Maison Blanche.

M. Bush a appelé M. Markovic au téléphone pour lui exprimer son « ferme soutien » à son gouvernement et aux réformes auxquelles ce dernier s'est engagé et pour souligner le soutien américain à l'établissement d'une « véritable démocratie » et à l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, a précisé un porte-parole de la présidence, M. Roman Popadiuk.

À la demande de M. Markovic, M. Bush « a accepté de reconsidérer » la décision américaine quant à l'aide à la Yougoslavie, a indiqué le porte-parole, précisant toutefois qu'aucune décision n'avait encore été prise.

Un amendement à la loi sur l'aide à l'étranger, l'amendement Nichols passé en novembre der-

nier, prévoit l'arrêt de l'aide américaine à la Yougoslavie à moins que le secrétaire d'État James Baker n'ait certifié le 5 mai que ce pays a remédié à des violations des droits de l'Homme. M. Baker a laissé passer cette date sans rien certifier à ce sujet. Cinq millions de dollars d'aide économique étaient prévus pour la Yougoslavie pour l'exercice budgétaire en cours.

Le département d'État, qui avait annoncé cette décision lundi, avait accusé les dirigeants de la Serbie de notamment chercher « à déstabiliser la présidence Yougoslave ». La Serbie et la république du Monténégro se sont opposés la semaine dernière à la passation de la présidence tournante au représentant de la république rivale de Croatie.

Le Kremlin a annulé « l'impôt Gorbatchev »

MOSCOU (AFP) — Le gouvernement soviétique a annulé une « taxe à la vente » de 5 % sur les principaux produits de consommations et certains services, a annoncé hier l'agence TASS.

Surnommée depuis son introduction en janvier dernier « l'impôt Gorbatchev », cette taxe à la valeur ajoutée, que les caissières calculaient devant les clients, était très mal perçue par la population notamment depuis les hausses de prix du 2 avril dernier.

L'annulation de la taxe est prise en vertu des mesures de « stabilisation sociale du pays » prévues par la déclaration commune des dirigeants de neuf républiques avec le président Mikhaïl Gorbatchev du 23 avril, explique l'arrêté publié par l'agence officielle soviétique.

Les produits alimentaires de base comme la viande, le lait, le

pain, les pommes de terre ou les pâtes sont ainsi détaxées, ainsi que les fruits et légumes, les plats cuisinés, la bière et les produits alimentaires pour bébés. Les produits de la vigne restent taxés, selon le texte.

Certaines républiques avaient déjà supprimé la nouvelle taxe, mais seulement sur certains produits. La mesure est cette fois étendue à d'autres produits alimentaires et à de nombreux services.

Les médicaments, ainsi que le charbon, le gaz et l'essence sont également exemptés, de même que les communications téléphoniques et les services postaux. Les restaurants, les magasins de luxe ou ceux en devises restent taxés.

Bonn arrête des tyrans

BERLIN (d'après AFP) — La justice allemande, sévèrement critiquée pour son impuissance à juger les anciens caciques du régime néo-stalinien est-allemand, a contre-attaqué en interpellant quatre ex-hauts responsables militaires de RDA, soupçonnés de complicité de meurtres.

Il s'agit des anciens ministre de la Défense et chef du gouvernement de RDA, Heinz Kessler et Willi Stoph, ainsi que de deux autres ex-responsables militaires est-allemands.

La porte-parole du sénat (ministère berlinois) de la Justice, Mme Jutta Burghart, a précisé à l'AFP que les magistrats avaient « pris en compte » pour notifier les inculpations « le danger » que les quatre hommes aient pu fuir à l'étranger pour se soustraire à la justice.

La police les avait interpellés la nuit précédente alors que le général Kessler en particulier prévoyait s'éclipser vers l'URSS, selon le sénat.

Le parquet de Berlin accuse MM. Stoph et Kessler, âgés res-

pectivement de 76 et 71 ans, ainsi que les généraux Fritz Strelitz et Hans Albrecht, âgés de 66 et 70 ans, d'être coresponsables de la mort de quelque 190 Allemands de l'Est abattus sur l'ancienne frontière inter-allemande ou au Mur de Berlin lors de tentatives de « fuite de la République ».

Le parquet a indiqué avoir mis la main sur un document de 1974 par lequel le Conseil de défense de la RDA, la plus haute instance militaire de l'ancien Etat est-allemand, ordonnait aux garde-frontières de tirer sur les fuyards.

L'ancien numéro un est-allemand, Erich Honecker, 78 ans, est sous le coup d'un mandat d'arrêt pour ce même motif, mais il a été transféré discrètement vers l'URSS par l'Armée soviétique le 13 mars dernier.

LES HALLES FLEUR DE LYS, C'EST TOUT ÇA!

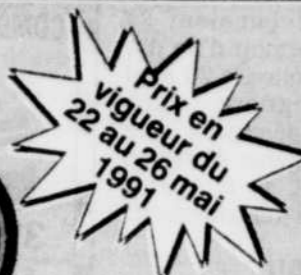
3 boucheries... 2 charcuteries... 2 maraîchers... épicerie... boulangerie... pâtisserie... poissonnerie... pâtes fraîches... aliments en vrac... saucissier... produits de l'érable... aliments naturels... fleuriste... café... pharmacie... biscuiterie... nettoyeurs... tabagie... coiffure et esthétique... de nombreux restaurants.

LES HALLES FLEUR DE LYS, C'EST...

Nombreux autres spéciaux en magasin



LES HALLES FLEUR DE LYS



LE FESTIVAL DE L'ALIMENTATION

245, rue Soumande, Ville de Vanier

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Pas de vente aux marchands.

L'ÉPICERIE



CÉRÉALES KELLOGG'S HONEY NUT
Format d'essai, bte 225 g

79¢



BISCUITS MAXI FRUITS

aux dattes, fraises, framboises
350 + 150 g gratuit

2.09

marché

UNE GRANDE ÉPICERIE



KETCHUP AYLMER
format comprimable, 1 L

1.99



JUS DE TOMATES AYLMER
540 ml

39¢



JUS PUR OU COOLER DEL MONTE
1 L

89¢



ESSUIE-TOUT ROYALE
blanc, 2 rouleaux

59¢

BOUCHERIE ET CHARCUTERIE

Charcuterie du Connaisseur



LES HALLES FLEUR DE LYS
681-4351

BIFTECK SANDWICH
Boeuf approuvé Canada A

4.48
9⁸⁷ kg lb



BOEUF HACHÉ
mi-maigre

1.78
3⁹² kg lb

681-4351
PAIN DE VIANDE
simili poulet Roy



1.68
3⁷⁰ kg lb

Dégustation sur place les 31 mai, 1er et 2 juin de saucisses de veau et cretons français.

LES FRUITS ET LÉGUMES

LE MARAÎCHER DES HALLES

681-4721



RAISINS ROUGES
Prod. du Chili

88¢
lb



POMMES DE TERRE

Sac de 10 lb
De l'île du Prince-Edouard ou du Québec

1.48
le sac

POISSONS - FRUITS DE MER



HOMARD VIVANT

2.89
chacun (approx. 340 g)



NOUS CUISINONS POUR VOUS

QUICHE DE HOMARD
4.99
ch.

CRÊPE DE HOMARD
2.49
ch.

VOL-AU-VENT AU HOMARD
1.99
ch.

Vers une guerre entre la Syrie et l'Etat hébreu

NICOSIE (d'après AFP) — À la veille de la signature d'un traité instituant une étroite coordination entre le Liban et son puissant voisin syrien, la Syrie et Israël, qui maintiennent des troupes au Liban, ont tous les deux souligné les risques d'un dérapage militaire.

L'Etat hébreu a mis en garde hier contre les risques d'une nouvelle guerre provoquée par la « satellisation » du Liban, alors que la presse syrienne faisait état de concentrations israéliennes à la frontière avec le Liban.

Toutefois, un porte-parole militaire israélien a démenti les informations sur d'éventuels mouvements de troupes et de blindés israéliens à la frontière israélo-libanaise. Ces rumeurs sont stupides», a-t-il déclaré à l'AFP.

Les responsables israéliens ont haussé le ton pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme une « menace militaire syrienne » à partir du Liban, à la suite de l'adoption de ce traité qui doit être signé aujourd'hui à Damas par les présidents libanais et syrien, MM. Elias Hraoui et Hafez al-Assad.

Adopté par les gouvernements syrien et libanais, ce « traité de fraternité, de coopération et de coordination » stipule notamment un alignement de la politique étrangère du Liban sur celle de la Syrie et une étroite coopération dans les domaines économique, militaire et de la sécurité. Le texte officiel de ce traité n'a pas encore été publié.

À la Knesseth, plusieurs députés ont évoqué lundi les risques de dérapage vers une guerre entre la Syrie et Israël.

Pour sa part, le ministre de la Défense, M. Moshé Arens, a accusé la Syrie d'« avaler » le Liban, en le « forçant » à signer un traité « qui viole toutes les normes internationales ». Cet accord, a-t-il dit, autorise la Syrie à maintenir ses 35 000 soldats actuellement déployés au Liban.

« Aux termes de ce traité, la Syrie pourra également déployer des forces le long de la frontière israélienne, y compris des armes lourdes et des missiles sol-air. Il va falloir surveiller de près cette évolution et s'y préparer », a ajouté M. Arens.

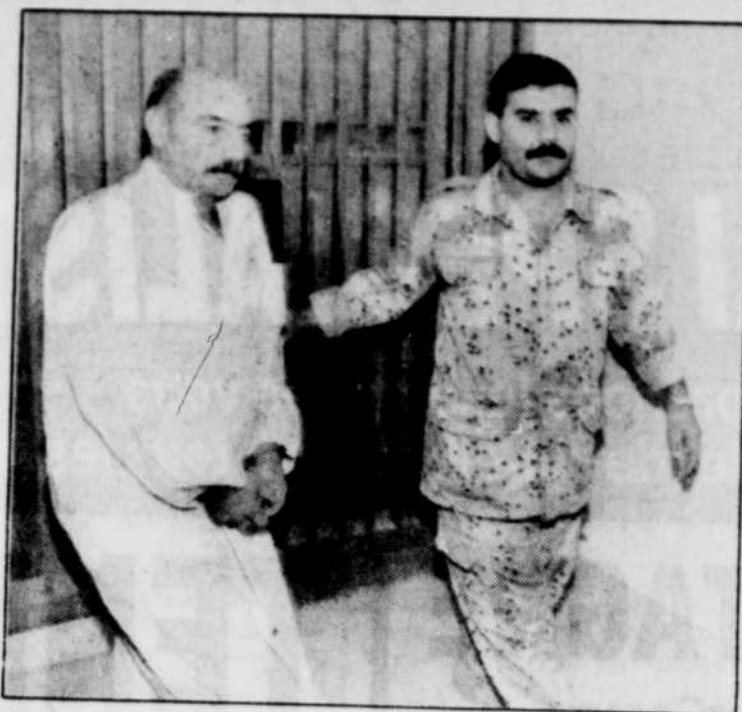
De son côté, le ministre israélien de l'Habitat, Ariel Sharon, ancien ministre de la Défense et un des principaux artisans de l'intervention israélienne au Liban, en juin 1982, a affirmé que « le contrôle syrien du Liban est une menace pour Israël ». Le traité libano-syrien, a-t-il dit, est « une réalisation d'un vieux rêve syrien. La Syrie n'a jamais considéré le Liban comme un État indépendant ».

En Syrie, les quotidiens, qui reflètent les points de vue officiels, ont évoqué hier la possibilité d'une attaque militaire israélienne au Liban sud.

Le quotidien *Al-Baas*, organe du parti au pouvoir, affirme que des troupes israéliennes « ont été concentrées » à proximité du Liban, et estime qu'il « n'est pas exclu qu'Israël surprenne le monde par une agression contre ce pays ». Il ajoute que l'Etat hébreu ne souhaite pas la fin de la crise libanaise.

Les Palestiniens du Liban semblent également craindre une attaque israélienne. Une source palestinienne à Beyrouth a indiqué hier que les Israéliens pourraient intervenir dans la région de Saïda, chef-lieu du Liban sud, qui abrite la concentration palestinienne la plus importante du pays.

Les radios libanaises, officielle et privées, faisaient état hier de renforts israéliens dans la « zone de sécurité » et la région chrétienne de Jezzine, plus au nord, contrôlée par l'Armée du Liban Sud (ALS), milice auxiliaire d'Israël.



Report des procès au Koweït

Au lendemain de l'appel au respect de la justice lancé lundi par le président George Bush, la justice militaire koweïtienne a repoussé au 1er juin le procès de 24 personnes poursuivies pour collaboration avec l'Irak, afin de laisser à la défense le temps d'étudier le dossier. Les avocats de la défense avaient demandé un report d'audience, en affirmant n'avoir pas eu l'occasion d'examiner les dépositions des accusés, recueillies par la police et l'armée. Les inculpés sont pour la plupart d'origine palestinienne. Sur la photo, l'un des 24 inculpés était amené en cour hier par un Koweïtien.

Un navire américain pris pour cible dans le Golfe

WASHINGTON (AP, AFP, Reuter) — Un navire de guerre américain, l'USS LaSalle, qui croise actuellement dans le Golfe, a été pris pour cible de tir par deux petits bateaux qui n'ont pu être identifiés et a répondu par des tirs de canons, a annoncé le département de la Défense.

L'incident s'est produit hier matin vers 08h25 (locales). L'USS LaSalle n'a subi aucun dommage et aucun blessé n'est à déplorer. Les deux bateaux ont fui à grande vitesse en direction du nord à précisé le Pentagone sans qu'ils aient pu être identifiés.

Le LaSalle, qui est équipé de matériels de communication et de radars de recherche, est armé de quatre canons de trois pouces et de deux canons à tir rapide anti-missiles Phalanx de 20 mm.

Par ailleurs, douze pays ont rouvert leurs ambassades à Bagdad après plus de trois mois de fermeture en raison de la guerre, affirmait hier le quotidien *al-Joumhouriah*, organe du gouvernement irakien.

Il s'agit, selon le journal, des pays suivants: Oman, Maroc, Liban, Chine, Inde, Yougoslavie, Po-

logne, Bulgarie, Roumanie, Pakistan, Bangladesh et Malte.

D'autre part, le comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies a refusé hier de lever l'embargo frappant les exportations de pétrole irakien, malgré les demandes de Bagdad.

L'Irak a envoyé une lettre cette semaine au comité pour dire qu'il n'avait aucune autre ressource pour acheter des biens alimentaires et autres fournitures dont il a besoin.

« Il n'y a pas de feu vert pour les exportations de pétrole », a dit le président du comité des sanctions, l'Autrichien Peter Hohenfeller, après une réunion à huis clos.

Plusieurs membres du comité ont estimé que l'Irak ne donnait pas assez d'indications permettant d'être sûr qu'il n'avait pas d'autres ressources, a ajouté le président.

Passeport Seigneuriale

274, rue Fichet
Beauport G1C6Y1
Tél.: (418) 666-9633

Passeport Rive-Sud

4585, boul. de la Rive-Sud
C.P. 460 Lévis G6V 7E2
Tél.: (418) 835-1888

Passeport Chaleurs

142, route 132
New Richmond G0C 2B0
Tél.: (418) 392-5033

Passeport Saguenay

1330, boul. du Royaume
Chicoutimi G7H 5B1
Tél.: (418) 549-3320

Voici notre réponse à la compétition japonaise.



Une autre japonaise.

La Stylus berline S d'Isuzu pour 10 995 \$*
Transport, préparation et plein d'essence inclus.

Rouler en Stylus berline 4 portes, c'est du sport. Son moteur de 1,6 l à 5 vitesses est un routier en puissance. Sa suspension Lotus (modèle XS) tient à la route autant que sa traction avant. Sportive à souhait, la Stylus est familiale d'un pare-choc à l'autre.

Faites l'essai de la Stylus berline chez votre concessionnaire Passeport. Elle est construite pour vous.

Les mordus de la performance pourront aussi profiter des remises Passeport et obtenir la Impulse XS d'Isuzu pour seulement 13 745 \$. Cette offre est d'une durée limitée.

*Prix basé sur le FDSI moins 750 \$ de remise de Passeport, moins 500 \$ du programme Premier acheteur Passeport et moins 20 \$ de rabais de votre concessionnaire Passeport (pour la Stylus S). Cependant, l'acheteur peut choisir la remise Passeport ou le financement GMAC. Le concessionnaire peut vendre moins cher. Détails chez votre concessionnaire Passeport. Taxes en sus.

Nous savons ce que vous voulez.



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES PASSEPORT DU QUÉBEC

Passeport Ste-Foy

3330, rue Watt (angle Charest/Duplessis sortie Blaise-Pascal) Ste-Foy G1P 3T4 Tél.: (418) 653-1312

PARLEZ ANGLAIS CET ÉTÉ

Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensez, et ceci grâce à notre méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

—COURS DÉDUCTIBLE D'IMPÔT



5 PLACE QUEBEC
529-6161

© 1991 Centres de Langues Berlitz

VENEZ VOIR VOTRE VRAI SPÉCIALISTE!

Chez André Lalonde Sports, nous prenons le temps de vous servir... et nous vous faisons profiter de super rabais... tous les jours!

**4
JOURS
SEULEMENT**

VÉLOS DE MONTAGNE



Conti SuperComp
24'', 12 vitesses

**SUPER
PRIX**
149⁹⁹\$

Conti Katmandou
18 vitesses S.I.S.

**SUPER
PRIX**
189⁹⁹\$

TENNIS

**CADRES
DUNLOP**

Power Shaft

Prix courant jusqu'à 149,99\$

**SUPER
PRIX**
74⁹⁹\$



CHAUSSURES

SUGI 29⁹⁹\$
Court XL
Courant 44,99\$

**CHAUSSURES
BROOKS 29⁹⁹\$**
Invincible
Courant 44,99\$ **TOUT
CUIR**

GOLF

- Ensemble Wilson National
- Ensemble North Western
 - J.C. Snead
 - Tom Weiskoff
 - Marlene Haggae

(11 morceaux)
Hommes et femmes

COURANT 349,99\$

**SUPER
PRIX**
199⁹⁹\$

**CHAUSSURES
DE GOLF**

Signature

Tout cuir
100% imperméable

**Courant
119,99\$**
89⁹⁹\$

**VÊTEMENTS
D'ÉTÉ**

**40%
DE RABAIS**

- Collection de vêtements d'été
BAD GUYS 91

- Lot de pantalons longs assortis VUARNET, O'CELCIUS, GRAZ, SPERRY TOP-SIDER

Jusqu'à 79,99\$

24⁹⁹\$

LIMITE 3/CLIENT Place Ste-Foy seulement

CHEZ ANDRÉ LALONDE SPORTS L'HIVER COMMENCE LE 15 AOÛT



André Lalonde Sports®



• CHARLESBOURG
4310, 1re Avenue
622-1099

• SAINTE-FOY
2425, boul. Laurier
658-0010

• NEUFCHÂTEL
4605, boul. de L'Auvergne
842-5014

• SAINTE-ANNE-DE-BEAUPRÉ
9676, boul. Sainte-Anne
827-4556

Les prix sont en vigueur jusqu'au samedi 25 mai ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Les modèles, couleurs et grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous nos magasins. Les produits illustrés servent à titre de référence seulement et peuvent être différents des produits annoncés.

Bush se dit «A-OK»

WASHINGTON (AFP, CP, AP, Reuter) — Le président George Bush s'est déclaré en bonne santé («A-OK», dit-il) hier après un examen médical complet et la Maison Blanche a expliqué qu'un traitement qu'il suit contre l'hyperthyroïdie était à l'origine des signes de fatigue qu'il montre depuis plusieurs jours.

M. Bush est apparu fatigué, pâle, amaigri — il a perdu 12 livres — la voix enrouée, lundi lors d'une conférence de presse avec le chancelier allemand Helmut Kohl, en contraste frappant avec ce dernier. Il a reconnu hier qu'il avait été quelque peu fatigué la veille.

Les médecins soutiennent qu'il n'est pas irrégulier pour les personnes qui subissent le même traitement que M. Bush d'avoir l'air et de se sentir mal avant d'éprouver une amélioration complète qui peut, selon eux, prendre des semaines et même des mois.

Le président Bush s'est soumis à un examen médical complet et ses médecins n'ont décelé aucun signe de récurrence des troubles du rythme cardiaque (fibrillations des oreillettes) pour lesquels il avait dû être hospitalisé début mai, a précisé un porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk.

Le traitement que M. Bush suit

pour limiter la production d'hormones thyroïdes, dont une surproduction (maladie de Graves) avait été à l'origine de ses troubles cardiaques, se déroule normalement, a précisé le porte-parole. M. Bush avait absorbé de l'iode radioactive qui doit détruire peu à peu la glande thyroïde, située dans le larynx.

Le président américain, qui avait perdu environ cinq kilos, a commencé à regagner du poids. La perte de poids est un symptôme courant de la maladie de Graves, dont a souffert également son épouse Barbara Bush.

La Maison Blanche a précisé que M. Bush, qui avait dû cesser ses activités physiques intenses, retournait peu à peu à des activités normales. Il a pu reprendre du café hier matin, alors que ses médecins lui avaient conseillé jusqu'ici du décaféiné.

Le président Bush continue de prendre deux médicaments pour stabiliser le rythme cardiaque et un pour éviter la formation de caillots.



George Bush a donné libre cours à son exubérance hier quand les journalistes ont fait fi de sa requête et posé des questions au moment où il se faisait photographier.

Escobar va se rendre

BOGOTA (Reuter) — Pablo Escobar, le chef du Cartel de Medellín, est sur le point de se rendre aux autorités, a déclaré hier le père Rafael Garcia Herreros, qui négocie avec lui.

Le prêtre qui a dit être sur le point de rencontrer à nouveau Pablo Escobar dans les montagnes, a déclaré à la radio RCN: «Nous allons tout mettre au point. Je vais lui donner le choix de l'endroit où il voudra se trouver. Je vais lui donner satisfaction en toutes choses».

Il n'a pas voulu dire où Pablo Escobar se trouvait mais a ajouté que, selon lui, le président Cesar Gaviria avait donné des ordres pour qu'il ne soit pas suivi par la police.

Le père Rafael Garcia Herreros a obtenu lundi, après deux semaines de négociations, la libéra-

tion de deux journalistes enlevés par le Cartel, Francisco Santos et Maruja Frachon.

Le président colombien a offert aux barons de la drogue un traitement clément s'ils se rendent et passent aux aveux. Le chef du Cartel de Medellín demande à être incarcéré dans une prison à haute sécurité, pour échapper aux représailles.

Pablo Escobar, considéré comme l'ennemi public numéro un en Colombie, est accusé par les autorités d'être le cerveau de la guerre de la drogue qui a éclaté en août 1989.

Pour un achat intelligent...
Voyez le concessionnaire qui excelle sur toute la ligne: qualité, service et bas prix!



Excel L, 3 portes
7 595\$
moins rabais de 600\$

6 995\$*

CENTRE HYUNDAI
1605, boul. Henri-Bourassa angle Canardière 522-3738

Transport, préparation et taxes en sus

Hyundai Un achat intelligent!

On est deux monsieur Rouleau



Chez **BOUTIQUES GUY ROULEAU**, vous commandez, parmi tout l'inventaire en magasin, 2 paires de lunettes complètes, verres et montures, et vous ne payez que la plus chère des deux. L'autre paire est tout à fait gratuite, qu'elle soit pour vous ou pour quelqu'un d'autre.

Le **2 pour 1** en vigueur toute l'année.

La TPS ne s'applique pas à l'achat de lunettes sur prescription.

BOUTIQUES GUY ROULEAU INC.

PLACE BELLE-COUR 2600, boul. Laurier Sainte-Foy 659-4169	QUÉBEC 699, boul. Charest est Québec 523-6958
LORETTEVILLE 592, rue Racine 843-6542	MONTMAGNY 59, boul. Taché 248-8383

Spéciaux en vigueur du **lundi 20 mai au dimanche 26 mai 1991 inclusivement**

Du lundi au vendredi de 9h à 21h;
samedi: de 9h à 17h;
dimanche: de 10h à 18h



LA NATURE EN VILLE

Le JARDIN MOBILE

<p>BROCOLI</p>  <p>77¢ chacun</p> <p>Produit de la Californie, grosseur # 14</p>	<p>ZUCCHINI</p>  <p>Produit des États-Unis</p> <p>97¢ la livre</p>
<p>CHOU-FLEUR</p>  <p>Produit de la Californie, grosseur # 12</p> <p>1 17 chacun</p>	
<p>BLÉ D'INDE</p>  <p>Produit de la Floride</p> <p>5 pour 1 77</p>	<p>CONCOMBRE ANGLAIS</p>  <p>Produit de serre d'Ontario, grosseur moyen</p> <p>77¢ chacun</p>
<p>CHAMPIGNONS</p>  <p>Blancs, frais, produit de l'Ontario</p> <p>97¢ chopine</p>	<p>PATATES 10 LIVRES</p>  <p>Produit l'Île-du-Prince-Édouard ou du Québec</p> <p>1 97 cello de 10 livres</p>
<p>MELON D'EAU</p>  <p>Produit de la Floride</p> <p>37¢ livre</p>	<p>RAISINS ROUGES</p>  <p>Produit du Chili, "empereur"</p> <p>1 37 la livre</p>
<p>CAROTTES 5 LIVRES</p>  <p>Produit de la Californie</p> <p>1 97 cello 5 livres</p>	<p>ASPERGES FRAÎCHES</p>  <p>Produit de la Californie</p> <p>1 47 livre</p>
<p>POIRES PACKAM</p>  <p>Produit de l'Argentine, mûries à point</p> <p>97¢ chacune</p>	<p>PAMPLEMOUSSES BLANCS</p>  <p>Produit de la Floride, grosseur # 48</p> <p>3 pour 1 37</p>
<p>TOMATES ROUGES</p>  <p>Produit des États-Unis, grosseur 6x6, pré-emballées</p> <p>1 57 livre</p>	<p>ÉPINARDS</p>  <p>Produit des États-Unis</p> <p>97¢ cello</p>

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS

LE JARDIN MOBILE

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	ORSAINVILLE 1047, boul. du Jardin 827-0344	SAINTE-FOY 3440, de la Pêrade 657-7717	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ornière 842-0909	LÉVIS 51, route Kennedy 835-5526	BEAUPORT 344, Seigneurie 661-7997	CHARLESBOURG 4145, 1re Avenue 822-2291
---	--	--	---	--	---	--

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS.

ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIEditeur adjoint et rédacteur en chef
et directeur de l'édition:
J.-JACQUES SAMSONVice-président exécutif:
DENIS CLUCHEPrésident et Editeur:
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:
DENIS ANGERS

Restera-t-il encore des passagers ?

Personne ne contestera le plan d'action sur trois ans que la CTCUQ veut entreprendre pour mieux desservir et augmenter sa clientèle. Cela aurait dû être fait depuis longtemps déjà.

Le long délai, toutefois, entre son annonce et son entrée en vigueur laisse sans voix. Restera-t-il encore des usagers de l'autobus, dans 30 mois, lorsque toutes les mesures seront en place ?

Si cette relance est si longue à lever de terre, c'est que son application dépend de la bonne volonté d'un grand nombre de partenaires, dont quelques ministres et les maires de la région.

Déjà, ceux-ci ont donné leur accord de principe au plan d'action de la CTCUQ tandis que les choses n'en sont encore qu'au niveau des représentations avec le ministre des Transports, M. Sam Elkas, et le président du Conseil du Trésor, M. Daniel Johnson.

Ce dernier détient en fait la clé du problème. Si l'autobus perd constamment en popularité à Québec, c'est qu'il y est toujours facile de circuler en voiture et, surtout, de stationner en ville à un prix très abordable. Pourquoi, alors, attendre un autobus par grand vent ou sous la pluie ?

Le réseau gouvernemental, incluant l'université, les hôpitaux, régies et autres, offre 50 000 places de stationnement à bas prix dans la région de Québec. Un espace de stationnement peut coûter jusqu'à 125 \$ par mois au centre-ville d'Ottawa, une ville qui a pris le parti de l'autobus, alors que bon nombre d'automobilistes bénéficient de subventions, à même les fonds publics, pour se stationner sur leur lieu de travail dans la vieille capitale. C'est le cas, par exemple, des professeurs de l'université Laval.

Cette problématique ne changera pas demain. En conséquence, la CTCUQ ne peut même pas envisager d'augmentation de sa clientèle avant deux ans, même après l'introduction, l'automne prochain, de certains éléments majeurs de son programme.

Ainsi, l'apparition de trois circuits Métrobus, qui véhiculeront leurs passagers, à grande vitesse, sur des voies réservées depuis Sainte-Foy, Charlesbourg et Beauport jusqu'aux deux principales destinations du réseau, soit la colline parlementaire et le centre-ville de Sainte-Foy, ne suffiront pas, sans modification à la politique de stationnement, à renverser la vapeur.

Les difficultés de la CTCUQ ne s'arrêtent pas là. La réforme Ryan la privera, l'an prochain, de revenus d'une vingtaine de millions de dollars. Curieusement, le plan de relance n'en tient pas compte. On s'attend à ce que les municipalités desservies demeurent de fidèles partenaires et prennent la facture, qui pourrait doubler dans certains cas, sur leurs épaules.

Tout au plus, pour donner un petit exemple à ses bailleurs de fonds, la CTCUQ consent-elle à sabrer 20 emplois administratifs et à réclamer plus de souplesse et de productivité de ses autres employés.

Si les municipalités réagissent avec la même tiédeur pour dégager de nouveaux fonds pour le transport en commun, il y a lieu de croire que ce beau plan perdra quelques morceaux d'ici janvier prochain.

Cela serait dommage. La réforme Ryan oblige tout le monde à se recentrer sur ses priorités et à élaguer dans les dépenses. La CTCUQ, un peu plus mince peut-être, fait partie des services prioritaires.

La période des ajustements douloureux s'annonce longue pour tout le monde. De son côté, Québec doit mettre fin à ses injustifiables subventions au stationnement, si l'on tient à ce qu'il y ait encore des passagers... et des autobus en 1993 !

MARIE CAQUETTE

ÉPIDÉMIE de COLÈRA



Point de vue

Du centre-ville au centre vide...

par Martin MAINGUY

L'avènement au pouvoir du Rassemblement populaire a marqué le point de départ de ce qui promettait d'être une révision majeure du développement urbain à Québec.

En commençant par remettre en question le projet de « la Grande Place » qui devait s'implanter au coeur de la ville, le RP a soulevé un débat fondamentalement « politique », au sens propre du terme.

En effet, les citoyens ont pris conscience que le développement urbain était d'abord une question de « vision » et que de celle-ci dépendaient toutes les décisions qui façonnent la forme urbaine et par conséquent notre manière de l'habiter.

Cette ouverture d'esprit qu'a manifestée l'administration municipale, à travers ses recherches et ses consultations n'a apparemment pas encore permis de répondre à toutes les questions, ni de résoudre tous les problèmes... Y a-t-il une vision qui émerge de cette intense réflexion à laquelle se sont livrés les élus depuis leur accession au pouvoir ?

Malgré la complexité de la tâche, je crois que le développement éclairé d'une ville doit être le résultat d'une ferme volonté

de concilier les exigences pratiques, immédiates et parfois brutales de l'économie urbaine avec les notions plus abstraites et apparemment subjectives de « continuité » et de « cohérence ».

Parmi les impératifs économiques qui pressent actuellement la ville d'agir, il me semble que deux d'entre eux sont particulièrement criants : l'un fait l'objet d'une attention soutenue, soit le Centre des congrès et l'autre, le « centre-ville », semble le coeur d'un interminable malaise.

Un nouveau Centre de congrès est un des projets les plus concrets, les plus pertinents et les plus viables que la ville puisse entreprendre en ce moment, pour la simple raison qu'il cadre parfaitement avec le potentiel touristique de Québec et que la demande pour ces équipements existe.

Un centre-ville où se produisent les événements intenses et les échanges de tous ordres et de tous désordres, où se manifestent la diversité et la richesse culturelle, où se côtoient l'éphémère et le durable, un vrai centre-ville où on habite ou transite, un tel centre-ville ne peut être un « projet » qu'à la rencontre d'une quantité indéterminée de besoins, exprimés parfois d'une façon anarchique à travers le temps...

D'où la nécessité de faire appel à la cohérence et à la continuité. C'est alors seulement qu'une ville a une « âme » une identité... Je crois que la demande pour ce genre de lieu existe aussi et c'est au pouvoir municipal d'en favoriser l'émergence.

Après plus d'un an de discussions, aucun « projet » n'a véritablement rempli le vide laissé par « la Grande Place ».

En fait, dans un contexte de croissance démographique presque nulle, d'activité industrielle et financière restreinte, et d'avenues de développement limitées, on ne s'étonne pas qu'il n'y ait à peu près pas de « demande » pour construire des bâtiments si ce n'est que pour en vider d'autres et ce sont alors des opérations immobilières risquées ou encore des transfusions gouvernementales...

Pour amorcer une dynamique urbaine florissante, il faut utiliser le potentiel existant pour répondre à des besoins réels. Il faut aussi utiliser les ressources de façon rationnelle et lorsqu'un terrain comme celui de l'espace Saint-Roch, qui a déjà coûté une fortune à la population, menace de devenir un gouffre financier par omission, il faut peut-être réunir de façon pragmatique l'offre et la demande et faire en sorte que la vie reprenne son

cours...

Puisque le plan d'action du quartier Saint-Roch avait entre autres objectifs de « favoriser sur une période de 20 ans la construction de 410 000 m² d'espaces institutionnels, administratifs, commerciaux et hôteliers... », pourquoi ne pas commencer maintenant par les 20 000 m² requis par le Centre des congrès (1/20^e de la surface « promise »...)?

À mon avis, la démonstration que le site de l'espace Saint-Roch ne convient pas à l'implantation du futur Centre des congrès n'a pas été faite. Je crois au contraire que cet emplacement privilégié mérite un projet qui redonnera à ce secteur sa fonction centrale et le réintégrera au sein de la vie urbaine.

Le Rassemblement populaire a été élu en promettant de donner une nouvelle vision de la Vieille Capitale et plus particulièrement de concevoir un projet réaliste pour l'espace Saint-Roch.

N'est-ce pas là une occasion idéale de faire valoir ces priorités dans le développement harmonieux de la ville et de poser un geste concret pour amorcer la revitalisation progressive du quartier ?

M. Martin Mainguy est architecte à Québec.

Votre Opinion

Indigné et déçu

Je suis indigné de savoir que le gouvernement veut bloquer mon salaire, alors que les journaux m'apprennent que les tarifs privilégiés consentis aux aluminières par Hydro-Québec, les hausses de salaire de la SQ, les tours de passe-passe pour Lauréal, la limousine du lieutenant-gouverneur et les achats d'avions pour les ministres.

S'ajoutent à ces provocations de l'actualité la connaissance des généreux prêts aux entreprises dont 45 % déclarent faillite au bout de trois ans, le souvenir du prêt de 18 millions \$ aux Expos, les travaux de réfection du Stade olympique pour les mêmes Expos, les coûts de la crise d'Okla et du désastre de Saint-Basile, qui auraient pu être évités par un peu de prévoyance de la part de nos élus.

Je suis déçu par mes chefs syndicaux, qui oublient tous ces événements, qui passent maintenant sous silence les cadeaux de la fiscalité pour les riches, et sont prêts à accepter de discuter de ce gel de nos salaires alors que les syndicats de la fonction publique fédérale ont voté la grève devant la menace d'être gelés à 3 % de la hausse de salaire l'an prochain.

J'aurais souhaité plus de mordant ou à tout le moins de créativité de la part de mes chefs syndicaux, et plus de respect de la part de mon employeur.

J'invite tous les employés de la fonction publique qui seront gelés en 1992 à calculer la somme de ce qu'ils auront perdu à cause de ce gel et à le réclamer en 1993 sous forme de déduction d'impôt provincial à la ligne 283 (dons au gouvernement) de leur déclaration de 1992, et de déduction d'impôt fédéral à la ligne 342 (dons au Canada ou à une province). Ainsi, pourrions-nous tous récupérer une partie du pouvoir d'achat perdu. (...)

Il utilise l'argent en 1992, le rembourse partiellement en 1993 lorsque la conjoncture est meilleure et le remboursement étant proportionnel aux revenus, la coupe devient ainsi rétroactivement plus égalitaire, moins injuste. Ce serait trop beau, j'ai dû me tromper quelque part...

Claude Chamberland
enseignant, Cap-Rouge

Les enfants oubliés

Ce n'est pas Duplessis qui a inventé les crèches et les asiles. C'est certain que c'est triste d'entendre parler de scandales de sexe avec des enfants et de mauvais traitements. Le monde a

toujours été méchant et aujourd'hui encore on le prouve en se délectant de ces nouvelles.

Est-ce qu'on est plus saint aujourd'hui avec tous nos avortements ? On ne vit que de sexe et on tue en écharpillant les enfants. Ça fait pas mal ça ? Oui ça fait mal ; mais ça ne paraît pas. Voilà la différence.

Qui aurait secouru ces enfants dans le temps si ce n'avait été des religieuses et des religieuses ? Il y en a eu de pas bons. Mais combien d'autres, des centaines et des centaines qui ont vécu de sacrifices, de dévouement, d'abnégation, de patience et de tendresse pour ces petits êtres et ces malades qui ne leur apportaient que tourments. Pourquoi salir tout un passé pour un pourcentage minime quand on balance le tout.

Je sais bien qu'un seul cas, c'est déjà trop. Mais faites le tour des foyers nourriciers aujourd'hui, n'y a-t-il pas de scandales de sexe ? N'y a-t-il plus d'enfants esclaves des ambitions d'argent et de services des gens qui les gardent ?

Les temps et les mentalités changent mais le monde demeure du monde de plus en plus raffiné dans ses moyens de destruction. C'est triste.

Thérèse Gendron
Rivière-du-Loup

Une parmi 20 000

Je suis une enfant de Duplessis. Donnée en 1938, à un couple qui voulait un garçon. Je remercie publiquement cette religieuse qui par l'abondance de ses larmes à alléger la crèche d'une enfant en moins.

La petite fille porte 3 trous à l'abdomen. Deux blessures : une à l'oeil droit et l'autre au-dessus de la levre. A 3 ans, ne sait pas manger, ne parle pas, sent mauvais, ses oreilles coulent (otites), elle est demi-entendante.

On écrit aux religieuses, on demande des explications. Réponse : Vous pouvez retarder l'adoption.

Plus tard, beaucoup plus tard, on demande le dossier médical. Réponse : votre dossier est détruit. M. Baillargeon vous avez sous vos yeux un cas.

Nous sommes au delà de 20 000 semblables identiques pires encore. Le plus grand bien en silence que ces religieuses ont fait fut celui de cacher l'identité de ses filles-mères. Aujourd'hui, 1991, autres temps autres moeurs. Tous se recherchent.

Florine Conrad
Pont-Rouge

La guerre de K-Tel

L'abject, l'infect, l'odieux, l'af-

freux, l'infâme, l'immoral et l'horrible viennent de se trouver un commanditaire commun : K-Tel. Du même coup, les habitants de l'Amérique du Nord ont franchi une nouvelle étape sur la voie irrésistible de l'ignominie et des autres belles vertus sus-mentionnées.

Je fais bien sûr référence à la commercialisation des images de destruction de la guerre du Golfe, sur cassette vidéo, par la sinistre compagnie sus-mentionnée aussi. Quelle espèce de crétiens dégénérés croient-ils que nous sommes pour nous proposer de nous régaler, par pur divertissement ou très malsaine curiosité, du spectacle de la puissance destructrice déchainée, meurtrière et victorieuse ? (...)

Car le pire, c'est qu'il y aura quand même des gens pour se procurer ces obscénités et ainsi donner raison aux charognards qui les leur auront vendues.

Jusqu'à quand l'idée de liberté d'expression servira-t-elle ainsi de caution aux marchands de mort humaine ? Quand les meilleurs principes d'une nation viennent à justifier n'importe quoi, comme c'est le cas ici depuis longtemps et chaque jour de plus en plus, c'est qu'en réalité cette nation n'a plus de principe,

qu'elle se ment à elle-même comme elle ment au monde.

Car, ne nous y trompons pas, cette ordure nous salit tous : ceux qui la font, ceux qui la publicisent, ceux qui l'offrent sur leurs tablettes, ceux qui l'achètent, les gouvernements qui laissent faire, et nous tous qui n'y pouvons rien.

Guy Genest
Charlesbourg

Équipe à vendre ?

Lorsque l'on regarde de près qui sont les propriétaires des Nordiques, on se rend compte qu'ils peuvent tous assez facilement augmenter leur mise afin de construire un nouvel amphithéâtre. Tous sauf un, semble-t-il.

Je lui suggère donc de vendre sa participation s'il ne peut fournir sa part afin de ne pas empêcher le projet de se réaliser. Ainsi, peut-être qu'il n'y aura plus personne pour quêter sur la place publique pour faire payer Jos Public à travers des loteries ou des projets de casinos.

La loterie et les casinos, ça peut se tolérer pour subventionner le réseau de santé ou l'éducation mais certainement pas une entreprise privée comme un club de hockey professionnel.

Pierre Clavel
Sainte-Foy

LES IDÉES DU JOUR

La divulgation des contrats secrets pourrait coûter cher

par YVON LEMIRE

M. Yvon Lemire est député de Saint-Maurice et adjoint à la ministre de l'Énergie et des Ressources.

À fin de faire la lumière sur les contrats « à partage des risques et des bénéfices » d'Hydro-Québec et surtout afin de rassurer la population et l'aider à mieux comprendre cette formule des contrats faisant récemment la manchette, il est nécessaire de rectifier certaines allégations faites dernièrement dans LE SOLEIL par l'ex-ministre de l'Énergie et des Ressources, Yves Duhaime.

Tout d'abord, les principes reliés à ce programme ont été élaborés depuis plusieurs années et ont été publiés dans les plans de développement d'Hydro-Québec.

Depuis 1986, la Commission de l'économie et du travail s'est réunie cinq fois pour étudier les propositions tarifaires d'Hydro-Québec et a entendu pendant un mois les intervenants intéressés au développement de l'énergie électrique au Québec. Les intervenants ont pu questionner Hydro-Québec sur le programme de partage des risques et des bénéfices.

L'opposition de l'époque, sachant combien ce programme a bénéficié à l'économie québécoise, n'est alors pas intervenue.

D'ailleurs, dans son discours du budget de 1983-1984, l'opposition confirmait que l'avantage du Québec en matière d'hydroélectricité devrait être exploité dans le but de stimuler l'investissement dans le secteur industriel. Ce qu'il a fait en offrant des contrats à rabais tarifaires.

L'arrivée au pouvoir du Parti libéral a permis de remplacer les rabais tarifaires par la formule de partage de risques et bénéfices que l'on connaît et qui ne comporte « aucune espèce de subvention » comme le mentionnait M. Bernard Landry lors d'une entrevue radiophonique accordée à la

Société Radio-Canada le 23 avril dernier.

Comme son nom l'indique, ce type de contrat permet à Hydro-Québec et à son client de partager les risques mais aussi les bénéfices. Hydro-Québec est donc un partenaire d'affaire intéressé à l'essor de ces compagnies.

Le long terme

Rappelons que cette formule adoptée par notre gouvernement vise une rentabilité à long terme, c'est-à-dire sur la durée de vie des contrats. De plus, l'impact sur le développement régional de ces contrats est indéniable et survient dès le début des travaux d'implantation des usines.

Même si cela offusque les opposants de cette politique du gouvernement libéral, ces investissements auront un effet multiplicateur sur l'économie du Québec en entier.

En ce qui a trait à la confidentialité des contrats signés entre Hydro-Québec et les 13 compagnies, il s'agit de transactions d'affaires parfaitement normales entre les partenaires commerciaux qui ont intérêt à voir fructifier leurs investissements.

Le gouvernement du Québec a autorisé la signature de ces contrats parce qu'ils ont permis d'attirer des investissements et de créer des emplois dans des secteurs industriels d'avenir. La confidentialité était importante pour Hydro-Québec et ses clients pour des raisons de stratégie commerciale.

Lors de la visite récente au Québec du Président de l'électricité de France, on apprenait que leur société d'État ne divulguait pas les rabais qu'elle consentait à leurs plus grands utilisateurs d'électricité.

En France, au Venezuela ainsi qu'en Australie, la stratégie de confidentialité des contrats avec

les grandes alumineries est très présente.

Il est vrai que la situation énergétique est différente de celle qui prévalait au début des années 80. Cependant, la formule de partage de risques et bénéfices employée par Hydro-Québec elle aussi, est différente.

Cela permet aux partenaires de mieux affronter les cycles de l'économie et surtout, il s'agit d'une formule incitative à une meilleure performance de l'entreprise; ce qui n'était pas le cas avant puisque de toute façon, ces clients recevaient leurs rabais.

Notons qu'au début des années 80, il y avait un surplus hydraulique important et que maintenant, il y a un état de faible hydraulité. Également, au début des années 80, Hydro-Québec, avec l'accord du gouvernement avait mis sur pied un programme de rabais tarifaires.

Il y avait alors d'énormes surplus d'énergie et une importante récession économique. Le but du programme de rabais tarifaires était alors d'écouler les surplus d'énergie et de stimuler l'investissement.

Nouvelle conjoncture

La conjoncture économique actuelle a complètement changé depuis les années 80 alors il était essentiel de trouver une formule de partage des risques et des bénéfices d'avenir pour promouvoir le développement des régions par la création d'emplois en région.

C'est important de rassurer la population car personne n'a créé de pénurie d'électricité. On a utilisé un avantage comparatif du Québec (l'hydroélectricité) comme moyen de développement économique.

Les entreprises des secteurs de l'aluminium, du magnésium et des différents ferreux alliages créent des emplois durant la construction, et aussi durant l'exploitation de façon directe ou indirecte.

C'est un choix en faveur des

secteurs de pointe. C'est aussi un choix de permettre que ces entreprises utilisent de l'hydroélectricité au lieu du pétrole (plus polluant) pour produire une matière qu'elles auraient pu produire ailleurs dans le monde.

Selon la Commission Brundtland sur l'environnement, le gouvernement a fait le meilleur choix pour produire l'électricité dont le Québec a besoin. L'hydroélectricité est propre comparativement aux autres formes d'énergie.

Les compagnies créent de l'emploi et viennent ici parce qu'il y a de bonnes conditions économiques et une main-d'œuvre qualifiée.

Imaginez un peu quel serait l'impact de la récession actuelle s'il n'y avait pas eu les 4 milliards d'investissements qu'ont fait ces entreprises?

Du temps de M. Duhaime comme ministre de l'Énergie et des Ressources soit de 1981 à 1984, il est bon de noter qu'il fut le premier ministre de l'Énergie à gérer de la décroissance.

Hydro-Québec a été obligé de rationaliser à la demande du gouvernement péquiste à un tel point que dans le but d'aller chercher des dividendes de plusieurs centaines de millions de dollars, on a dû mettre à la pré-retraite plus de 2000 employés.

Des employés d'expérience qui formaient alors une équipe très compétente. Plusieurs arrêts de projets d'expansion ont été enregistrés et on diminuait de façon importante les budgets accordés pour l'entretien du réseau de distribution.

En 1985, lors de notre arrivée au pouvoir, Hydro-Québec était dans un état lamentable. Vous vous souvenez sans doute des nombreuses pannes de courant dues au manque d'entretien du réseau.

Le gouvernement libéral par son ministre du temps, M. John Ciaccia a demandé à Hydro-Québec d'investir des sommes additionnelles importantes (400 mil-



M. Yvon Lemire

lions \$) compte tenu de l'urgence de réparer le réseau qui avait été négligé.

Le gouvernement a donc décidé d'enterrer le plan de développement présenté par Hydro-Québec. Ce plan de remise en état du réseau nécessita des investissements de tout près de un milliard \$, investissements essentiels dus à la négligence du gouvernement péquiste durant les années 1982, 1983 et 1984.

Les contrats avec les alumineries n'ont rien à voir avec la hausse des tarifs. Même après la hausse de 1990, le consommateur québécois bénéficie encore de tarifs qui sont parmi les plus bas en Amérique du Nord. Il est donc faux de prétendre que c'est le con-

sommateur qui paye pour les grosses entreprises.

On comprend qu'après 8 ans d'absence, M. Duhaime ne soit pas en mesure, seulement par la lecture de différents plans de développement, d'analyser de façon adéquate la situation actuelle.

Le gouvernement est très sensible à l'intérêt que manifestent la population et les médias à l'égard de la rentabilité de ces contrats et M. Duhaime devrait être rassuré que le gouvernement du Québec appuie la démarche entreprise par Hydro-Québec pour expliquer l'impact général de ces contrats car le développement des richesses naturelles, au meilleur intérêt des Québécois demeurent toujours la priorité d'action du gouvernement.

VENTE

Plus de 70 variétés de tissus!

T ISSUS FLORAUX

- Chalis • 100% coton
- Coton chambray
- Faille • Lin coton
- Coton sergé

Prix courant jusqu'à 17.99 m.
Prix spécial à partir de 5.99 m.

20% à 50%

T ISSUS ESTIVAUX

- Popeline • Coton
- Toiles • Cotonnade
- Uni et imprimé

Prix courant jusqu'à 17.99 m.
Prix spécial à partir de 5.99 m.

20% à 33%

T ISSUS MODE

Plus de 5 000 mètres de tissus variés!

PRIX SPECIAL: 3.99 m.

LIQUIDATION

Plus de 1500 stores!!!

HORIZONTALAUX

P.V.C. ALUMINIUM 1 po.

Grand choix de couleurs et de grandeurs.

Jusqu'à épuisement de la marchandise

2.99

À partir de

STORES VERTICAUX

PORTE-PATIO P.V.C.

VALENCE INCLUSE

Grandeur 75 x 84 Blanc, ivoire, gris

En magasin

49.99

À partir de

VENTE

décoration

STORES MICRO HORIZONTALAUX

P.V.C. de Kirsch

Première qualité

50%

Prix courant	Prix spécial	Prix courant	Prix spécial
20 x 45 -- 15.39	7.69	20 x 64 -- 21.99	10.99
24 x 45 -- 20.99	10.49	24 x 64 -- 25.29	12.64
30 x 45 -- 26.59	13.29	30 x 64 -- 29.89	14.94
36 x 45 -- 31.99	15.99	36 x 64 -- 35.19	17.59
40 x 45 -- 36.29	18.14	40 x 64 -- 40.29	20.14
48 x 45 -- 41.99	20.99	48 x 64 -- 47.29	23.64

Bien d'autres grandeurs
Couleurs champagne/blanc

DRAPERIES

Voilages, douillettes, couvre-lits, tissus décoratifs et à recouvrement. Sur commande ou en magasin.

SALETIX, ROSEDALE, PARK AVENUE et toutes les autres grandes marques (sauf PARO, KOBE, CHOIX DU CONNAISSEUR)

20% à 30%

STORES VERTICAUX BOUCLAIR.

VALENCE GRATUITE

Prêt en

En P.V.C. 2po. et 3 1/2 po. Unis à rayures contrastantes et gaufrés

Offerts en 24 couleurs

48h

Jusqu'au 25 mai

STE-FOY
653-6780

LÉVIS
833-4210

NEUFCHÂTEL
843-9330

La maison

Bouclair

GALERIES DE LA CAPITALE
628-8760

VANIER
681-0644

BEAUPORT
661-1345

Ouvert mercredi, jeudi et vendredi jusqu'à 21h
Sauf aux Galeries de la Capitale

La Colombie-Britannique frappe aussi ses fumeurs

D'un excédent de 15 millions \$ à un déficit de 395 millions \$

VICTORIA — Alors qu'elle avait terminé l'année budgétaire 1990-91 avec un excédent de 15 millions \$, la Colombie-Britannique prévoit un déficit de 395 millions \$ pour l'année fiscale 1991-92, a-t-on appris hier lors du dévoilement du budget de 16,5 milliards \$ du Crédit social.

par JILL ST. LOUIS
de la Presse canadienne

Les fumeurs seront les plus durement touchés par ce budget qui limite à 8,1% l'augmentation des dépenses du gouvernement tout en maintenant les programmes sociaux et en minimisant les hausses d'impôts.

Le ministre des Finances John

Jansen a justifié le déficit de 395 millions \$ par le fait que la « difficile situation économique internationale » affecte les revenus que le gouvernement tire des ressources industrielles.

Le déficit aurait largement dépassé 1 milliard \$ s'il n'y avait eu l'injection de 839 millions \$ provenant du défunt Fonds de stabilisation du budget. Ce dispositif comptable qui redistribue l'argent entre le fonds d'exploitation gé-

ral du gouvernement et sa ligne de crédit a été aboli plus tôt cette année.

Voici les faits saillants de ce budget:

—à partir d'aujourd'hui, la taxe provinciale sur le tabac augmente de 34 cents par paquet de 25 cigarettes;

—les personnes ayant un salaire annuel supérieur à 80 000 \$ seront touchées par une surtaxe

« temporaire » prévue jusqu'à l'année fiscale 1994. Une famille de quatre personnes ayant un revenu de 100 000 \$ par année paiera une surtaxe de 100 \$ pour 1991;

—les cotisations au régime de l'assurance-maladie augmenteront, à partir du 1er juillet, de 4\$ par mois pour les célibataires (elles atteindront 35 \$), de 7 \$ par mois pour les couples (62 \$) et de 8 \$ par mois pour les familles (70 \$). De plus, à compter du 1er

août, le déductible pour les produits pharmaceutiques augmentera de 50 \$ (il atteindra 375 \$);

—l'impôt corporatif augmentera, pour 1991, de un point de pourcentage, atteignant ainsi 15 %;

—la dette accumulée prévue par la Colombie-Britannique d'ici la fin de l'année fiscale est de 5,988 milliards \$ — ce qui exclut les sociétés de la Couronne.

Pour le droit aux origines

« Ce qu'on voulait, c'est aller chercher un appui du public. Pour faire bouger les politiciens. »

Cet appui, Lise Bérubé, présidente du Mouvement Retrouvailles, et les organisateurs du Spécial Mouvement Retrouvailles diffusé dimanche à Radio-Québec, de 19h00 à minuit, l'ont obtenu. C'est, en effet, à plus de 99 % que quelque 5000 téléspectateurs, invités à s'exprimer sur le sujet, ont répondu « Pour » à la question suivante: « Etes-vous pour ou contre le droit aux origines? »

Pendant cinq heures, les téléspectateurs ont pu voir des mères à la recherche de leurs enfants abandonnés dans des circonstances difficiles il y a 20, 30 et même 40 ans. Ils ont pu voir des enfants maintenant adultes toujours à la recherche de leur identité.

Des parents adoptifs, des religieuses, des travailleurs sociaux sont venus témoigner de la façon dont ils ont vécu non seulement l'adoption, mais aussi ce désir irrépressible de recherche manifesté par des enfants en quête de leur passé ou par des parents désireux de retrouver ces enfants qui n'ont jamais été vraiment « les leurs ».

Un témoignage bouleversant a aussi levé le voile sur le drame d'un couple qui a découvert, après des années de mariage et deux enfants, qu'ils étaient... frère et sœur.

Si la formule ressemblait un peu aux téléthons, elle présentait une différence sensible: on ne demandait pas d'argent. On voulait sensibiliser, informer.

Pendant des heures, les téléphones des 14 bureaux régionaux mis en place pour l'événement n'ont pas dérogé. « Plusieurs mères se sont manifestées, a expliqué Normy Saint-Pierre », conceptrice de l'émission et elle-même à la recherche de ses parents naturels.

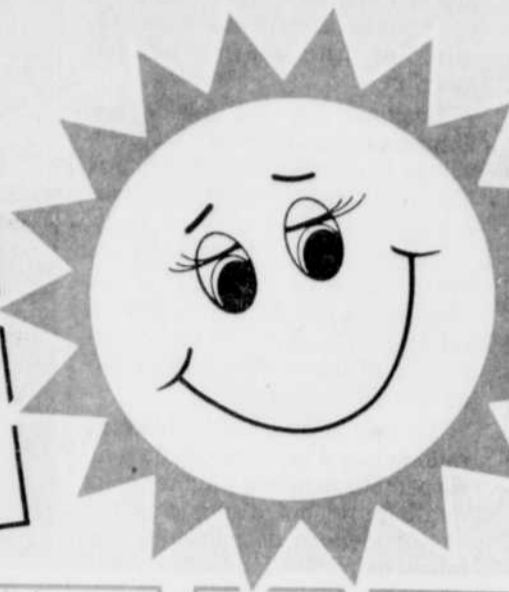
Depuis sa fondation en 1983, le Mouvement Retrouvailles a reçu 12000 demandes et affiche 800 concordances. « Dans ces cas, à la fois le parent et l'enfant ont manifesté le désir de se retrouver, a expliqué Mme Bérubé. Car, il faut bien préciser. On ne fait pas nous-mêmes les recherches. Mais on soutient les gens dans leurs efforts et on les guide dans les détails administratifs. »

En fait, leur collaboration étroite avec les centres de services sociaux (CSS) permet, outre les concordances directes, à quelque 650 personnes par année de vivre des retrouvailles. Dans ces cas, il faut toutefois avoir la patience d'attendre le résultat de recherches qui prennent parfois des années.

Pourquoi tant de temps? Manque de personnel aux CSS ou 23 personnes tentent de régler les 14000 cas qui leur ont été présentés. En fait, depuis trois ans, les demandes au Mouvement ont augmenté de moitié à chaque année. Et puis, les recherches sont difficiles. En 20 ou 30 ans, il en a coulé de l'eau sous les ponts, sans compter que certains intermédiaires d'alors (religieuses, prêtres, etc.) ne sont pas nécessairement disposés à aider.

LES BAS BAS PRIX

Le Centre horticole Maxi est ouvert aux mêmes heures que votre maximarché à l'exception du dimanche 26 mai où il sera ouvert de 9h à 17h.



fleurissent
CHEZ
maxi

EN VIGUEUR
JUSQU'AU 1er
JUN 1991

JUNIPERS ASSORTIS POT 1 GALLON
6⁹⁸ ch.

ARBUSTES DÉCORATIFS ASSORTIS POT 2 GALLONS
8⁹⁸ ch.

PREMIER
30 L
TERRE NOIRE OU TERRE À JARDIN ORGANIQUE PREMIER SAC 30 L
44⁹⁸

FLEURS ANNUELLES ASSORTIES PETUNIAS, MARIGOLDS, ŒILLETS, ETC. 9 A 15 PLANTS PAR BOÎTE
2/5⁰⁰

HOMARD VIVANT DU QUÉBEC PROVENANT DES ÎLES-DE-LA-MADELINE ET/OU DE LA GASPÉSIE APPROX. 3/4 - 1 lb (340 - 454 g)
2⁹⁷ chacun
JUSQU'AU SAMEDI 25 MAI SEULEMENT

La **maxi** LOT-O-CANARD LOT-O-DUCK
COURSE DE CANARDS
PLUS DE **60 000 \$** DE PRIX À GAGNER!
Maxi est fier de commanditer la Maxi course de canards au profit de la recherche sur les maladies infantiles. Courez la chance de gagner un des nombreux prix lors de cet événement le 7 juillet au bassin olympique.
Procurez-vous sans tarder un billet de la Lot-O-Canard auprès de votre caissier(ère) de votre maximarché.
NE MANQUEZ PAS CET ÉVÈNEMENT!

QUÉBEC
5500, boul. des Gradins
PLACE LÉBOURGNEUF
(À l'arrière d'IKEA)

maxi MD

Le maximarché des BAS BAS PRIX!

mazda

Rendez-vous des champions
Le NO 1 des concessionnaires Mazda depuis 2 ans.
Soyez assuré du meilleur service et des meilleurs prix.

L'été au frais... sans frais, avec Mazda
ou remise équivalente sur certains modèles

626 LX TOURING 5 PORTES
•Manuelle, 5 vitesses •Pare-chocs et poignées de portes harmonisées •2 rétroviseurs harmonisés télécommandés •Vitres teintées électriques •Radiocassette AM/FM stéréo, 4 haut-parleurs, 125 watts •Antenne électrique •Air climatisé •Verrouillage central des portes •Et beaucoup plus
Prix à partir de
17 291 \$*
* Transport, préparation et taxes en sus.

Stock # 2559
ESSAI DE CONDUITE LESOTTEL

Rendez-vous **mazda QUÉBEC**
1615, BOUL. HENRI-BOURASSA
CAPITALE-SORTIE HENRI-BOURASSA SUD